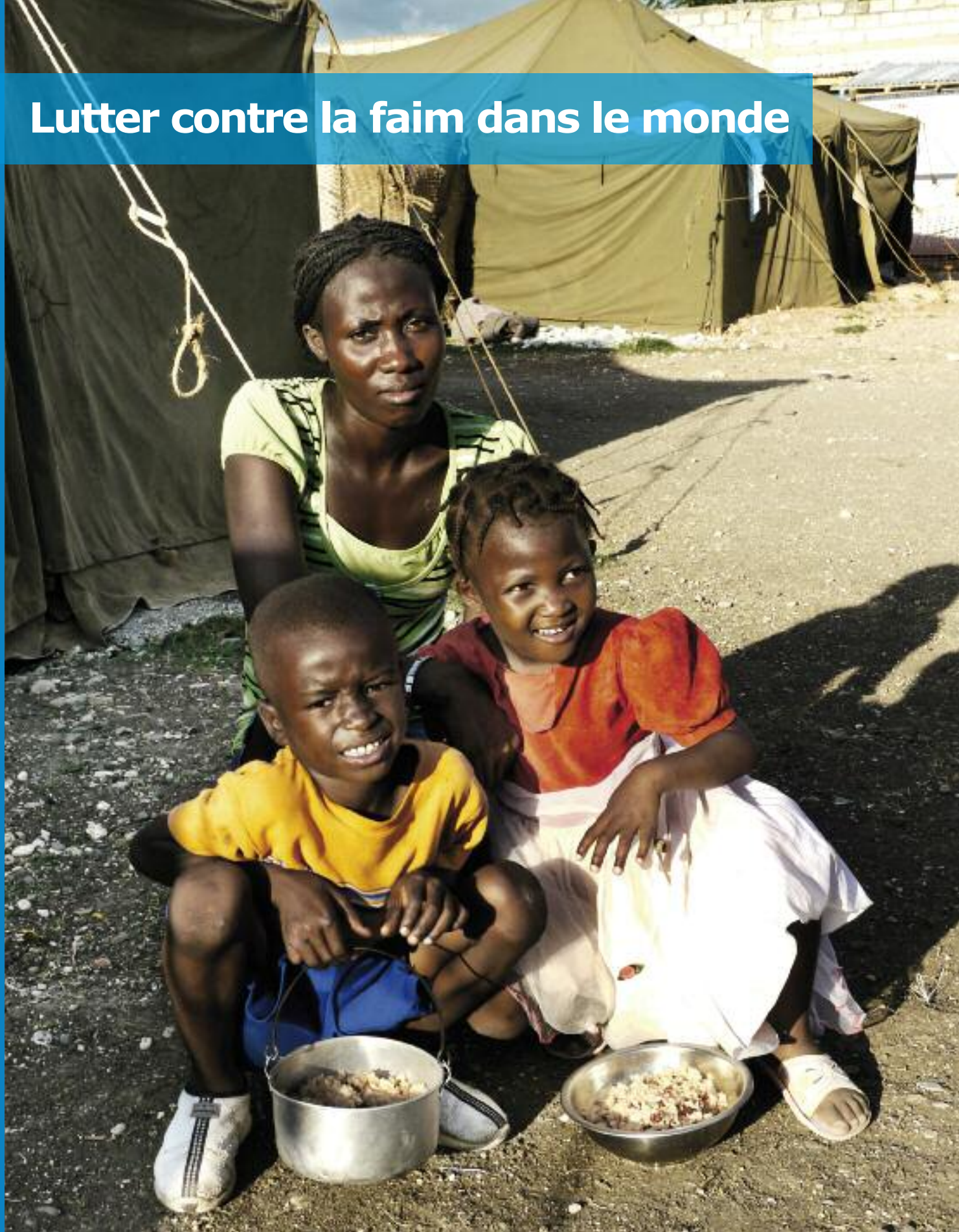


Lutter contre la faim dans le monde



Un lundi de mars 2010, en Haïti, le PAM enrôle 130 chevaux et mulets pour distribuer rapidement à Moussambe le riz arrivé par avion.

Page de couverture: À Pinchinat, stade de football municipal avant le séisme de janvier 2010 et actuellement le plus vaste camp de Port-au-Prince, le PAM distribue un repas chaud tous les jours. Les enfants viennent d'abord: cette petite fille endimanchée, après avoir fait la queue, rejoint la tente familiale pour manger avec sa mère et son frère.



Le Rapport annuel 2010 du Programme alimentaire mondial reprend les données, les photos et les anecdotes de l'année précédente pour illustrer les opérations réalisées pendant l'année civile 2009.

Rapport annuel 2010

Table des matières

- 2** **Avant-propos de la Directrice exécutive**
- 4** **Regard sur 2009**
- 10** **Le PAM et les objectifs du Millénaire pour le développement**
- 12** **Nutrition**
 - Les aliments appropriés
 - REACH
 - Projet Laser Beam
 - Partenariats avec le secteur privé
- 17** **Crises: Sauver des vies**
 - Haïti
 - Philippines
- 22** **Logistique: Résoudre les problèmes**
 - Le Module de la logistique, travail en équipe
 - Éthiopie: Court-circuiter les goulets d'étranglement
 - Sri Lanka: Secourir une région assiégée
- 26** **Nouveaux outils au service de la lutte contre la faim**
 - Un œil dans le ciel
 - Burkina Faso: Transferts monétaires/bons d'alimentation
 - Bons d'achat de Plumpy'Doz
 - Syrie: Coupons téléphoniques
- 30** **Achats au service du progrès: Renforcer les capacités**
- 33** **Sûreté et sécurité**
 - Pakistan
 - Afghanistan
 - Somalie
- 37** **Améliorer la transparence: les normes IPSAS**
- 38** **Information et sensibilisation: wfp.org**
- 40** **Annexes**



La Directrice exécutive, Josette Sheeran, lors d'une distribution de biscuits protéinés à Candaba (Philippines) après le cyclone d'octobre 2009.

Avant-propos de la Directrice exécutive

L'année 2009 a été une autre année difficile pour le PAM, au moment même où le nombre de ceux qui ont faim dans le monde a dépassé la barre du milliard – chiffre jamais atteint auparavant – et où les attaques sans précédent dirigées contre le personnel du PAM et les autres agents humanitaires sont venues amenuiser encore plus l'espace à l'intérieur duquel les organismes humanitaires peuvent opérer sans trop de danger.

En dépit de ces défis, le PAM a pu fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 101,8 millions de personnes affamées – dont 84 millions de femmes et d'enfants – qui avaient dû fuir leurs foyers et dont la survie était menacée par suite de conflits, de cyclones, de sécheresses, de crises financières ou d'autres chocs. Le PAM

n'aurait pas pu secourir et nourrir ces êtres humains vulnérables sans le généreux soutien des États, des donateurs privés et des particuliers, qui lui ont fait don de 4 milliards de dollars malgré les temps difficiles qui couraient.

L'explosion des besoins provoqués par la faim au cours des quelques dernières années montre clairement que nous vivons dans un monde où, désormais, le risque est la règle: les conséquences des crises provoquées par la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole et les crises financières font apparaître à quel point les pays peuvent être ébranlés par des chocs exogènes qui peuvent plonger dans la misère des populations se chiffrant par millions et freiner la croissance d'une génération tout entière. Or, les troubles de croissance provoquent des dommages

irréversibles qui affectent la santé, la capacité d'apprendre et la productivité économique future des enfants.

Pour parer à ce danger, le PAM s'emploie à faire face aux besoins les plus urgents et à aider les pays à renforcer leur résilience. Au Pakistan, par exemple, le PAM a fourni une assistance à 5,5 millions de personnes affectées par la hausse des prix des denrées alimentaires et, lorsque la violence a éclaté l'an dernier, il a en quelques semaines seulement élargi son assistance pour secourir également 2,6 millions de personnes affectées par le conflit. Aux Philippines, à la suite des cyclones dévastateurs qui ont déferlé sur le pays, le PAM a rapidement étendu le programme de distribution de vivres visant à appuyer la mise en œuvre du traité de paix à Mindanao, dont bénéficiaient déjà 1 million de personnes, au 1,1 million d'habitants affectés par les inondations. Cette capacité d'étendre rapidement l'envergure des opérations pour pouvoir secourir les groupes nouvellement vulnérables est essentielle pour faire face aux séquelles d'une catastrophe.

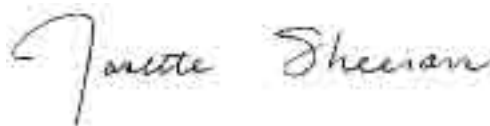
Le PAM devra continuer de collaborer avec ses États membres pour que ses nouvelles interventions soient déployées de façon plus efficace et plus efficiente pour aider la population et les économies à reprendre pied. En 2009, le PAM a appuyé la distribution de repas scolaires à 21 millions d'enfants et la fourniture d'une aide alimentaire à 20 millions de personnes qui, en contrepartie, ont participé à des activités de création d'avoirs, par exemple pour améliorer l'infrastructure communautaire ou bonifier des terres, tout en aidant à satisfaire les besoins alimentaires des ménages. Le PAM tend constamment à affiner son action pour distribuer "les aliments appropriés aux groupes appropriés au moment approprié" de manière à maximiser l'impact de ses interventions sur la nutrition des bénéficiaires.

L'on s'oriente aujourd'hui de plus en plus, pour renforcer la sécurité alimentaire, vers des stratégies globales élaborées et exécutées sur l'initiative des pays eux-mêmes. L'Union africaine, par exemple, dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, s'emploie à promouvoir

les investissements du continent dans un vaste programme d'amélioration de la sécurité alimentaire et d'adaptation aux changements climatiques. À L'Aquila, pendant l'été 2009, les dirigeants des pays du G-8 se sont engagés à appuyer la mise en œuvre des stratégies nationales de renforcement de la sécurité alimentaire et d'innombrables initiatives dans ce sens ont vu le jour depuis lors aux échelons aussi bien régional que national. En outre, l'année 2009 a été marquée par une coopération stratégique sans précédent entre les institutions alimentaires basées à Rome, notamment dans le contexte de la décision qui avait été prise de mettre en place un secrétariat conjoint pour appuyer le Comité de la sécurité alimentaire revivifié.

Le Plan stratégique du PAM l'a préparé à combattre la faim d'une manière qui contribue à la mise en œuvre des stratégies nationales de renforcement de la sécurité alimentaire. Il a recours à cette fin à toute une gamme de solutions au problème de la faim qui ont fait leurs preuves dans le contexte de l'initiative des achats au service du progrès, laquelle, en rapprochant des marchés les petits exploitants, contribue immensément à améliorer la nutrition.

Le rapport de cette année illustre la portée et l'envergure impressionnantes des solutions au problème de la faim mises au point par le PAM. En outre, l'appui que continuent de lui apporter les donateurs est un témoignage de la confiance que tant de pays placent dans la capacité du PAM de secourir ceux qui ont faim et ceux qui sont vulnérables.



Josette Sheeran
Directrice exécutive

Regard sur 2009

En 2009, le PAM a été confronté à toute une série d'événements dont chacun a appelé de nouvelles solutions pour prêter quelque secours, partout dans le monde, aux pauvres qui ont faim.

En 2009, le PAM a été confronté à toute une série d'événements dont chacun a appelé de nouvelles solutions pour prêter quelque secours, partout dans le monde, aux pauvres qui ont faim.

L'une des principales caractéristiques de l'année a été le visage changeant de la faim elle-même, qui a continué d'évoluer à mesure que le nombre de victimes de la faim n'a cessé d'augmenter aux quatre coins de la planète pour dépasser la barre du milliard, chiffre sans précédent. Ainsi, des groupes précédemment épargnés, comme des millions de travailleurs urbains non qualifiés plongés dans l'incapacité de se nourrir par les effets conjugués de la crise économique mondiale et de la hausse persistante des prix des produits alimentaires, sont venus grossir les rangs de ceux qui ont faim.

Pour le PAM, l'aggravation significative de l'ampleur et de la nature du problème de la faim a créé un double problème: non seulement a-t-il dû secourir des groupes autres que ses bénéficiaires traditionnels, les ruraux les plus pauvres des pauvres, mais encore ces nouveaux besoins sont apparus à un moment où le monde ne manquait pas d'aliments. En bref, la situation était claire: en 2009, si le nombre de ceux qui ne pouvaient pas se nourrir était si élevé, ce n'était pas parce qu'ils ne pouvaient pas trouver de nourriture, mais plutôt parce qu'ils n'avaient plus les moyens d'en acheter.

Le PAM a réagi en distribuant plus de vivres avec moins d'argent. Ainsi, en 2009, il a secouru 101,8 millions de personnes – dont 84 millions de femmes et d'enfants – dans 75 pays et a distribué la quantité record de 4,6 millions de tonnes de produits alimentaires, soit encore plus que les 3,9 millions de tonnes distribuées en 2008, année pendant laquelle il avait fourni une assistance à un nombre un peu plus élevé de bénéficiaires, à savoir 102 millions.

Mais le PAM a réussi à relever le défi avec moins de ressources. Les donateurs ont été généreux en 2009

et ont fourni pour 4,2 milliards de dollars de contributions, soit un chiffre bien supérieur à l'objectif de 3,7 milliards de dollars visé par le PAM, bien qu'inférieur au chiffre record de plus de 5 milliards de dollars de contributions reçus en 2008. La mobilisation d'un financement aussi considérable, particulièrement en période de fléchissement de l'activité économique mondiale, a constitué pour le PAM l'une des principales gageures de l'année.

Indépendamment des problèmes de financement qui se sont posés en 2009, d'autres difficultés ont surgi du fait de l'insécurité croissante à laquelle ont été exposés les fonctionnaires et les installations du PAM dans différentes régions du monde.

Le PAM, de même que d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, a été l'objet durant le courant de l'année d'attaques de différents groupes armés et éléments rebelles. La situation s'est trouvée encore aggravée par une campagne de désinformation menée par les militants pour inciter à la violence contre les organisations humanitaires en général et contre les organismes des Nations Unies en particulier.

Pendant l'année, les fonctionnaires et installations du PAM ont été victimes de plus de 600 incidents, parmi lesquels il y a lieu de citer des cas d'intimidation, de harcèlement, de détention, de vol, d'enlèvement et même de mort violente. Le plus grave incident s'est produit en octobre, lorsque cinq fonctionnaires du PAM ont trouvé la mort, de même que le terroriste lui-même, lors d'un attentat à l'explosif dirigé contre le bureau du PAM à Islamabad, au Pakistan. En tout, 15 personnes ont perdu la vie au service du PAM en 2009, et 35 autres ont été blessées.

Pour le PAM, la sécurité du personnel demeure, comme cela a toujours été le cas, la première priorité. Simultanément, le PAM est conscient de ce que, dans son rôle d'organisme humanitaire appelé à opérer sur la ligne de front, il est responsable de la survie des millions de victimes de conflits et de guerres civiles. Confronté à ces deux impératifs contradictoires, le PAM a eu pour pratique, dans



Une habitante de Santa Cruz, dans la province de Laguna, aux Philippines, brave l'inondation qui a déplacé plus d'un demi-million de personnes.

tous les cas où cela a été possible, de tout faire pour rester sur place afin de pouvoir ainsi continuer de satisfaire les besoins critiques des populations qui ont faim partout dans le monde.

Le PAM a dû faire face en 2009 non seulement à des catastrophes dues au fait de l'homme mais aussi aux conséquences de catastrophes provoquées par la nature. Le Secrétariat de la Stratégie internationale des Nations Unies pour l'atténuation des effets des catastrophes a enregistré pendant l'année 245 catastrophes naturelles, dont 224 provoquées par des conditions météorologiques extrêmes qui ont fait quelque 7 000 morts.

C'est vers la fin de l'année 2009 et au seuil de la nouvelle année que le PAM a dû relever le défi le plus considérable de tous. Au début du mois de janvier 2010, Haïti a été secouée par un tremblement de terre de magnitude 7,0 qui a dévasté la capitale de l'île et les régions avoisinantes. En quelques secondes seulement, Port-au-Prince a été ramené à l'état de ruines par le séisme, qui a conduit le PAM à mettre sur pied la plus complexe des opérations d'urgence qu'il ait jamais été appelé à organiser.

C'était en effet la première fois que le PAM avait dû fournir des secours dans un environnement urbain à tel point dévasté, où l'infrastructure avait presque totalement disparu et où, de surcroît, les opérations étaient entravées par la capacité très réduite des pouvoirs publics d'intervenir. En dépit des difficultés, le PAM a réussi, dans un délai de deux semaines seulement, à secourir plus de 2 millions de bénéficiaires auxquels il a distribué plus de 9 000 tonnes de riz.

Le séisme d'Haïti a fait suite à une multiple catastrophe survenue aux antipodes. À la fin du mois de septembre et pendant tout le mois d'octobre, les Philippines ont été frappées par une série de cyclones qui ont submergé d'eau fétide 80 pour cent de la capitale, Manille, et dévasté le grenier à riz du pays, dans le nord de l'île de Luzon.

Le PAM a réagi en mettant sur pied une opération de secours de grande envergure à l'issue de laquelle, en juin 2010, il avait secouru plus de 1 million de personnes à un coût de près de 57 millions de dollars.



À Port-au-Prince, en janvier 2010, les agents et les assistants bénévoles du PAM distribuent des biscuits protéinés tandis que les Casques Bleus de la MINUSTAH assurent la sécurité.

Les cyclones qui ont déferlé sur les Philippines ont mis en relief une autre des difficultés auxquelles le PAM a été confronté en 2009, difficulté qui affecte l'ensemble de la planète. Les conditions météorologiques erratiques sont un phénomène global qui appelle, partout dans le monde, des efforts harmonisés et concertés. À cette fin, le PAM s'est attaché pendant toute l'année à resserrer sa coopération avec toute une série d'organismes des Nations Unies, d'organismes gouvernementaux ainsi que d'organisations non gouvernementales et d'organisations privées pour rationaliser les préparatifs des interventions de plus en plus nombreuses que rendront nécessaires les catastrophes provoquées par des conditions météorologiques extrêmes.

Ainsi, le PAM s'est employé à déterminer comment pourraient être reproduits à plus grande échelle les projets pilotes d'assurance contre le mauvais temps qu'il a réalisés en Chine et en Éthiopie et a mené à bien des études de faisabilité en Chine, en Éthiopie, au Kenya et au Mali. Avec le soutien de la Fondation Rockefeller, le PAM a poursuivi son travail de mise en place du logiciel RiskView, qui permettra de calculer en termes de coûts opérationnels les risques que les conditions météorologiques représentent pour la sécurité alimentaire.

En outre, le PAM a signé avec l'Organisation météorologique mondiale un mémorandum d'accord visant à enrichir les bases de données disponibles concernant les catastrophes liées aux conditions climatiques et météorologiques et a, à la fin de 2009, entrepris de conclure un arrangement semblable avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Le PAM a également fait appel aux partenariats qu'il a établis avec les milieux scientifiques aussi bien publics que privés pour introduire toute une série de nouvelles technologies novatrices visant à garantir que le Programme soit mieux préparé à faire face aux situations d'urgence et puisse intervenir plus rapidement et plus efficacement lorsqu'elles se présentent effectivement.

Les derniers progrès des technologies satellitaires et autres de télédétection se sont avérés extrêmement précieux en dotant le PAM d'un "œil dans le ciel" qui lui a permis, pendant toute l'année, de suivre les signes annonciateurs de phénomènes climatiques extrêmes et de lancer rapidement l'alerte.



En Ouganda, les jeunes mères reçoivent une assistance alimentaire du PAM dans un dispensaire.

Cependant, même les technologies de pointe n'ont pas pu dissimuler le fait que le PAM s'est trouvé confronté en 2009 à une série inhabituelle de défis qui ont fait apparaître clairement que l'approche traditionnelle ne suffisait pas dans la quête de solutions à la faim dans le monde.

Ainsi, le PAM a lancé en 2009 une nouvelle initiative et en a accéléré une autre, entreprise l'année précédente.

La nouvelle initiative vise à s'attaquer à la malnutrition chronique. Plutôt que de centrer l'attention uniquement sur l'apport calorique des distributions générales de rations, le PAM a commencé à concevoir des programmes individualisés adaptés aux besoins nutritionnels spécifiques de différents groupes de personnes vulnérables, en particulier les jeunes enfants et les mères. Simultanément, il a été mis au point de nouveaux produits alimentaires plus nutritifs et les livraisons aux groupes cibles ont été accélérées.

L'initiative d'Achats au service du progrès, parfois connue sous son sigle anglais P4P, a été lancée à la fin de 2008 et est conçue de manière à permettre au PAM d'exploiter sa capacité d'acheter des produits alimentaires comme moyen à la fois de stimuler la production et de relier les petits exploitants aux marchés agricoles. En 2009, l'initiative P4P a commencé à s'accélérer et, à la fin de l'année, le projet avait été entrepris dans 19 des 21 pays pilotes sélectionnés, et 39 000 tonnes de produits de grande consommation avaient été achetés à 80 organisations d'agriculteurs de 13 pays.

Ces deux initiatives reflètent la nouvelle approche que suit le PAM depuis 2010 pour mettre au point les mesures les mieux appropriées – et les plus efficaces – pour faire face au visage changeant de la faim dans le monde.

Au centre de la vaste opération d'urgence mise sur pied par le PAM à la suite du cyclone Ketsana, les villageois de la province de Laguna utilisent des embarcations, ou tout ce qui flotte, pour se déplacer.





Le PAM et les objectifs du Millénaire pour le développement

2007	2008	2009	Variation entre 2007 et 2009	CHIFFRES CLÉS
OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim				
BÉNÉFICIAIRES				
86,1	102,1	101,8	▲	millions de personnes souffrant de la faim dans 75 pays (77 pays en 2008, 80 pays en 2007)
71,0	83,9	84,1	▲	millions de femmes et d'enfants
1,9	1,9	2,0	▲	millions de réfugiés
8,8	9,5	14,1	▲	millions de personnes déplacées
0,8	0,9	2,1	▲	millions de rapatriés
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE				
3,3	3,9	4,6	▲	millions de tonnes d'aliments distribués
2,1	2,8	2,6	▲	millions de tonnes d'aliments achetés
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE DU PAM				
88,5	87,7	89,7	▲	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays répondant aux critères de priorité
74,0	66,0	70,0	▼	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays les moins avancés
79,4	75,6	82,0	▲	pourcentage du volume d'aliments achetés dans les pays en développement
72,0	68,0	67,1	▼	pourcentage des ressources du PAM parvenu aux pays d'Afrique subsaharienne
OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous				
19,3	20,5	20,7	▲	millions d'écoliers ayant reçu des repas scolaires ou des rations à emporter
46,6	49,3	46,7	▲	pourcentage de filles

- ▲ Augmentation
- Stabilité
- ▼ Diminution

2007	2008	2009	Variation entre 2007 et 2009	CHIFFRES CLÉS
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes				
52,2	51,9	52,2	—	pourcentage de femmes ou filles parmi les bénéficiaires
240	266	342	▲	milliers de femmes occupant des fonctions de responsabilité au sein des comités de gestion des vivres
5,1	6,7	6,5	▲	millions de femmes ayant reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,2	5,1	5,2	▲	millions de cartes de ration familiale établies au nom d'une femme dans le cadre des distributions générales de vivres
OMD 4 Réduire la mortalité infantile				
53,6	62,2	62,1	▲	millions d'enfants ayant bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
5,7	6,3	5,9	▲	millions d'enfants souffrant de malnutrition ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle				
2,0	2,8	2,8	▲	millions de femmes vulnérables ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire dans le cadre d'interventions portant sur la santé maternelle et infantile
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies				
20	17	15	▼	pays ayant reçu une aide du PAM sur les 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée
1,8	2,4	2,6	▲	millions de personnes touchées par le VIH et le sida ayant reçu une aide alimentaire du PAM
50	47	43	▼	pays ayant reçu une aide au titre d'activités de prévention de la tuberculose et du VIH/sida
OMD 7 Assurer un environnement durable				
17,1	21,3	20,4	▲	millions de personnes ayant reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à renforcer leur capacité de résistance aux crises et à préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement				
15	15	18	▲	partenaires de réserve
12	10	9	▼	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
8	14	13	▲	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	150	115	▲	entreprises et entités privées ayant apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature (pour une valeur de 145 millions de dollars en 2009)
2 815	2 837	2 398	▼	organisations non gouvernementales ayant travaillé avec le PAM



Dans les régions du Bangladesh sinistrées par le cyclone de 2008, l'organisation bénévole locale Proshika démontre comment doivent être utilisés les micronutriments en poudre distribués par le PAM.

Nutrition

DES ALIMENTS APPROPRIÉS

Le PAM a, dans le cadre de la nouvelle approche améliorée de la nutrition adoptée en 2009, lancé des initiatives afin de faire parvenir les aliments appropriés aux groupes appropriés au moment approprié.

Cette nouvelle approche est axée non plus tant sur des livraisons massives de produits alimentaires en vrac mais plutôt sur la fourniture d'une assistance plus individualisée reflétant des interventions adaptées aux besoins nutritionnels spécifiques de groupes hautement vulnérables, surtout les jeunes mères et les enfants.

À cette fin, le PAM a continué pendant l'année d'encourager la mise au point de nouveaux produits alimentaires et de diversifier son assortiment alimentaire pour y inclure toute une gamme de produits plus nutritifs, tous enrichis en

vitamines, minéraux, protéines et acides gras essentiels.

Simultanément, le PAM a accéléré ses distributions de produits améliorés aux groupes vulnérables. Le nombre d'enfants de moins de 5 ans, de mères allaitantes et de femmes enceintes auxquels ont été distribuées des rations d'aliments enrichis a doublé, passant de 125 000 en 2008 à 290 000 en 2009. Pendant la même période, le nombre d'enfants de moins de 2 ans auxquels ont été fournis des produits alimentaires spécialisés est passé de 15 000 à 115 000, soit près de dix fois plus.

Cet effort du PAM est le résultat de quelques tristes statistiques. Dans le monde en développement, près de 200 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de troubles de croissance et de

dénutrition chronique, et près de 130 millions d'insuffisance pondérale. En outre, quelque 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année par suite, principalement, de la dénutrition.

La maladie prive à jamais des millions d'enfants de perspectives d'avenir en affectant leur développement physique et mental, souvent avec des conséquences irréversibles. La dénutrition chronique au cours des deux premières années de la vie peut freiner le développement cognitif, affecter les résultats scolaires et amoindrir les possibilités de gain à l'âge adulte.

Le PAM est uniquement placé pour combattre ce fléau, l'alimentation étant la principale source de nutrition. L'an dernier, il a distribué 4,5 millions de tonnes de produits alimentaires à plus de 101 millions d'êtres humains affamés. En veillant à ce que l'aide alimentaire qu'il fournit soit toujours aussi nutritive que possible et en concevant judicieusement ses interventions afin d'en maximiser l'impact, le PAM peut, en luttant contre la faim et la malnutrition partout dans le monde, offrir à la génération montante de meilleures perspectives d'avenir.

Jusqu'à tout récemment encore, la seule chose que pouvait faire le PAM pour distribuer des rations aussi équilibrées que possible sur les plans alimentaire et nutritionnel était d'enrichir des denrées de grande consommation comme la farine de céréales et l'huile végétale en micronutriments ainsi que d'enrichir des produits spécialisés, comme le mélange maïs-soja, en vitamines, en minéraux et en protéines. Or, les progrès récents de la science et de la technologie ont permis au PAM, en coopération avec ses partenaires des secteurs public et privé, non seulement d'améliorer considérablement les produits alimentaires existants, mais encore d'introduire de nouveaux produits.

Au cours de l'année écoulée, le PAM a mis au point des micronutriments en poudre qui sont ajoutés aux aliments préparés de manière qu'ils contiennent les doses quotidiennes recommandées de vitamines et de minéraux. En outre, il s'est employé à améliorer la qualité de ces aliments préparés enrichis, à étudier s'il serait possible d'enrichir des produits de haute consommation comme le riz et à faire l'essai d'aliments tout prêts



Les Missionnaires de la Charité, institution qui accueille 81 enfants, est l'une de celles qui bénéficient du programme dans le cadre duquel le PAM a, en janvier 2010, servi 8 400 repas chauds par jour à Jacmel, en Haïti.

afin de prévenir ou de traiter la malnutrition et a entrepris des recherches sur d'autres types de supplémentation alimentaire.

À la suite du séisme qui a dévasté Haïti, le PAM a distribué des aliments spéciaux pour prévenir la malnutrition à 53 000 enfants de moins de 5 ans et à 16 000 femmes enceintes et mères allaitantes, ainsi que des biscuits protéinés enrichis en micronutriments et du Supplementary Plumpy, pâte à base d'arachides enrichie de minéraux, de vitamines et d'acides gras qui accélère la guérison des enfants dénutris.

En 2009, le PAM a distribué des micronutriments en poudre au Bangladesh, au Kenya et au Népal, et il ressort des évaluations réalisées par la suite que la prévalence de l'anémie a reculé dans des proportions comprises entre 15 et 50 pour cent. L'an dernier, à la suite de la distribution d'aliments enrichis en micronutriments en Colombie, l'incidence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans est tombée de 48 pour cent à 29 pour cent.

En Égypte, le PAM a appuyé un programme d'enrichissement de la farine pour veiller à ce que toute la farine de boulangerie soit enrichie en fer et en acide folique afin de prévenir les carences en micronutriments. Fin 2009, plus de 70 pour cent de la farine de froment utilisée dans le pays était enrichie. Plus de 500 meuniers de 106 minoteries ont été formés aux techniques d'enrichissement de la farine, au contrôle de la qualité et à la nutrition.

REACH

Le partenariat REACH, que le PAM accueille à son Siège de Rome, est un exemple inédit de coordination efficace au niveau des pays. Établi conjointement par la FAO, le PAM, l'OMS et l'UNICEF, le partenariat REACH facilite le processus global d'évaluation des besoins, de plaidoyer, de planification des interventions et de coordination mené sous la direction des pays afin de pouvoir mettre en œuvre une approche polyvalente intégrée de la lutte contre la dénutrition infantile.

PROJET LASER BEAM

Ce projet d'une valeur de 50 millions de dollars entrepris au Bangladesh et en Indonésie pour une durée de cinq ans a pour but de combattre la dénutrition en encourageant le changement dans les domaines de l'alimentation, de l'hygiène et des comportements. Cette initiative, lancée en 2009 sous la direction du PAM, en collaboration avec certaines des plus grandes entreprises mondiales et avec d'autres sociétés du secteur privé et d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF et l'OMS, a pour but de mobiliser des entreprises, aussi bien au plan mondial qu'aux échelons régional et local, au service de la lutte contre la faim. Les partenaires

fondateurs du PAM sont Unilever, Kraft Foods, DSM et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition.

Pour commencer, le Boston Consulting Group a entrepris au Bangladesh une étude visant à recenser les causes profondes de la malnutrition dans le pays et à identifier les solutions potentielles. Heinz a également fourni un financement pour permettre au PAM d'élaborer une carte de la malnutrition au Bangladesh pour faciliter ainsi l'élaboration d'une stratégie d'amélioration de la nutrition adaptée aux besoins spécifiques du pays.

Le Projet Laser Beam (PLB) exploitera les nombreuses solutions nutritionnelles qui existent déjà sur les marchés de manière à les mettre à la disposition de tous ceux qui en ont besoin. S'il est identifié des lacunes dans les produits et les services disponibles, le projet fera appel à différents partenaires pour qu'ils redoublent d'efforts afin de mettre au point de nouveaux produits et combattre ainsi la faim parmi les enfants dans d'autres pays. On a désespérément besoin d'aliments nutritifs spéciaux pour les enfants de moins de 2 ans, mais on n'en trouve guère sur les marchés. Le projet PLB est conçu de manière à exploiter systématiquement les outils existants tout en créant un environnement stimulant de nature à encourager l'innovation.

PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

Les partenariats avec le secteur privé continuent d'occuper une place de choix dans la stratégie élaborée par le PAM pour affiner sa stratégie d'amélioration de la nutrition, l'idée étant de mobiliser à cette fin tous les moyens dont dispose le secteur privé. Deux experts de la société DSM, spécialisés dans les sciences biologiques, ont travaillé avec le PAM en 2009, l'un à un projet d'enrichissement du riz en Égypte et l'autre à un projet de recherche concernant la mise au point et la distribution de micronutriments en poudre au Kenya. Six nutritionnistes, tous rémunérés par des partenaires du secteur privé, sont venus grossir les effectifs du PAM pendant l'année. Kemin Industries a continué de fournir des services de spécialistes et de laboratoires alimentaires de réputation mondiale pour aider à prolonger les délais maximum de conservation des produits alimentaires.

Dans l'est du Népal, le PAM distribue des rations aux réfugiés bhoutanais ainsi qu'une supplémentation alimentaire aux personnes âgées, aux enfants dénutris, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.



À Chimaltenango, au Guatemala, le PAM distribue du Vitacereal, bouillie de maïs et de soja, pour combattre la dénutrition chez la mère et chez l'enfant.





À Port-au-Prince, la plupart des bâtiments du centre-ville ont été presque totalement détruits par le tremblement de terre, d'où la nécessité d'une intervention rapide du PAM.

Crises: Sauver des vies

HAÏTI

À 16 h 53, pendant l'après-midi du 12 janvier, Haïti a été secouée par un tremblement de terre de magnitude 7,0 dont l'épicentre se trouvait à moins de 20 kilomètres au sud-ouest de la capitale, Port-au-Prince. En 35 secondes seulement, presque toute la ville a été réduite à l'état de ruines et il a fallu 20 minutes pour que se dissipe l'énorme nuage de poussière provoqué par l'effondrement des bâtiments.

Le séisme a eu immédiatement d'immenses conséquences: 230 000 morts dans la capitale et les villes et les campagnes avoisinantes, 300 000 blessés, dont 4 000 devraient être amputés, et près de 1 million de sans-abri. Des bâtiments entiers se sont effondrés, ensevelissant presque tous les occupants. Le Palais national, résidence officielle du Président d'Haïti, a été presque totalement détruit et est devenu du jour au lendemain le symbole de la tragédie.

Lorsque le Gouvernement haïtien a demandé l'aide de la communauté internationale, le PAM a réagi en mettant sur pied une opération d'urgence visant à secourir quelque 2 millions de sinistrés.

En tant qu'organisme chef de file dans les domaines aussi bien de la logistique que des télécommunications d'urgence, le PAM a rapidement constitué des modules dans ces deux secteurs. Dans les 48 heures, les télécommunications de base, y compris le courrier électronique, étaient rétablies. Peu après, le module des télécommunications a rétabli la connexion sans fil à Internet, deux réseaux de radio, des salles radio fonctionnant 24 heures sur 24 et un service informatique chargé de fournir une assistance technique à la communauté humanitaire tout entière.

Un appui logistique a été organisé à l'intention de la communauté humanitaire afin de garantir l'indispensable coopération entre les éléments civils et militaires, d'assurer des services de transports communs en Haïti même et en provenance du pays voisin, la République dominicaine, et d'organiser des plaques tournantes aussi bien en Haïti qu'en République dominicaine pour regrouper le fret et les

services de manutention, faciliter le franchissement de la frontière et appuyer les vols des services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies administrés par le PAM. Trois hélicoptères gros porteurs ont été déployés pour faire parvenir les secours jusqu'aux régions inaccessibles du pays et deux avions ont été affrétés pour transporter des passagers.

Simultanément, le PAM a organisé des projets Vivres et Espèces contre travail pour apporter des secours immédiats et a commencé à travailler avec le Gouvernement haïtien et d'autres organisations pour lancer des programmes de redressement à plus longue échéance, y compris des projets de transferts monétaires et des projets d'appui à la nutrition.



Le personnel du PAM n'a pas été épargné. L'assistante personnelle du directeur de pays a été tuée lors de l'effondrement de sa maison et deux chauffeurs ont perdu un enfant. D'autres ont perdu des amis et des proches ou ont eu des blessés à déplorer dans leurs familles. Les logements de près de 90 pour cent du personnel ont été endommagés ou détruits.

Quelques heures seulement après le tremblement de terre, les agents du bureau auxiliaire de Jacmel, sur la côte sud, qui avaient été gravement touchés eux aussi, distribuaient des biscuits

protéinés aux survivants réfugiés à l'aérodrome, de même que les agents affectés à Port-au-Prince, fréquemment des employés locaux ayant eux-mêmes beaucoup souffert.

Ces efforts ont marqué le début de l'opération d'urgence du PAM, rapidement appelée à devenir la plus vaste des interventions humanitaires mises sur pied dans le cadre de l'opération de secours. L'attention s'est portée surtout sur la capitale, où vivaient plus de 2,5 millions d'habitants et où les survivants désormais sans abri s'étaient réfugiés dans quelque 300 peuplements spontanés situés dans les différents quartiers de la ville.

Au cours de la première phase de l'intervention du PAM, des rations d'urgence – essentiellement des biscuits protéinés stockés en prévision de cyclones ou arrivés par avion d'autres pays de la région – ont été distribués aux habitants des

camps où s'entassaient des centaines de réfugiés, voire des milliers, comme dans le camp du Champ de Mars, au centre de Port-au-Prince.

Quelques jours seulement après le séisme, le PAM a commencé à distribuer des rations sèches – riz, haricots, huile, sucre et sel – aux hôpitaux et foyers pour enfants de la capitale, comme à Notre Dame de la Nativité, où plus de 50 enfants étaient morts écrasés mais dont près de 80 survivants étaient logés dans un immeuble voisin.

Des dizaines d'avions chargés de secours ont bientôt commencé à arriver tous les jours à l'aéroport international de Port-au-Prince, où s'étaient installés le PAM et la plupart des autres organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires. Les secours arrivaient également par la route en provenance de la République dominicaine, où le PAM avait établi un pôle logistique régional.

À Carrefour, en Haïti, l'Agence adventiste de secours et de développement aide à distribuer les vivres livrés par le PAM.



Fin janvier, il avait été organisé pour l'arrivée des secours cinq corridors par terre, mer et air. Fin mars, près de 2 500 tonnes de secours avaient été livrées à Port-au-Prince et dans les régions avoisinantes. Pendant la même période, une flotte de 855 camions venus de Saint-Domingue avaient transporté plus de 3 200 tonnes de produits alimentaires et 23 000 mètres carrés d'articles non alimentaires pour le compte de 75 organisations humanitaires différentes, y compris des semences pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La Directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran, est arrivée dans la capitale sinistrée le 21 janvier. Pendant son séjour de deux jours, elle s'est entretenue avec de hautes personnalités gouvernementales, les responsables des éléments militaires américains venus fournir une assistance, des diplomates ainsi que les représentants de divers donateurs et organismes de secours.

Elle a également eu des entretiens avec le personnel local du PAM, qui lui a rendu compte de la situation, auquel elle a donné l'assurance que le Programme les aiderait à reconstruire leurs logements.

Au cours de la phase suivante, l'opération de secours du PAM a pris une toute autre envergure lorsqu'il a été entrepris, dans 16 points de la capitale, d'organiser une distribution générale de riz correspondant à des rations de deux semaines. Cette initiative, qui a revêtu la forme de distributions de coupons, a été lancée en association avec le Gouvernement, les autorités municipales et différentes organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'avec l'armée américaine et les forces de sécurité de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) afin de stabiliser ainsi le prix local du riz importé. Ainsi, quelque 2,2 millions de bénéficiaires avaient reçu des rations de riz à la fin des deux premières semaines de l'opération.



À Camp Pechinat, où s'étaient rassemblés les habitants sans abri de Jacmel, le PAM a, tous les jours, distribué un repas chaud à tous ces enfants.

En février, le PAM et ses partenaires ont lancé dans les camps un programme de nutrition à l'intention des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 5 ans et ont distribué des rations de trois semaines de biscuits protéinés et de sachets de Plumpy'Doz, supplément alimentaire nutritif prêt à l'emploi.

Un mois après le séisme, occasion marquée par une journée nationale de deuil, le PAM a fait connaître son intention de mettre en œuvre une stratégie de redressement à long terme fondée sur des projets de distribution de produits alimentaires et de transferts monétaires afin d'aider les victimes du séisme à reprendre pied. Cette stratégie prévoyait notamment la relance et l'expansion des projets Vivres contre travail et la reprise du programme de distribution de repas chauds aux élèves des écoles.

Tout en continuant de fournir une assistance à tous ceux qui avaient été affectés par la pire catastrophe qu'ait jamais vécue Haïti, le PAM a continué de s'attacher, au cours des mois suivants, à consolider la situation nutritionnelle afin de faciliter ainsi le relèvement et le redressement à long terme du pays. En février, le PAM a organisé à Rome une réunion de haut niveau pour Haïti, le Brésil et les États-Unis afin de mettre en route un effort concerté visant à élaborer des plans de développement à moyen et à long terme pour Haïti et à aider ainsi le pays à incorporer un plan de renforcement de la sécurité alimentaire à l'ensemble de la stratégie de reconstruction.

PHILIPPINES

Au début de l'automne, une forte tempête tropicale puis deux cyclones venus de l'océan Pacifique se sont abattus rapidement, l'un après l'autre, sur l'île de Luzon, au nord des Philippines. En un mois seulement, ces trois tempêtes ont fait plus de 1 000 morts et des milliers de sans-abri et ont ravagé des centaines de milliers d'hectares de rizières.

La tempête tropicale Ketsana a déferlé sur l'agglomération de Manille le 26 septembre, au plus fort de la mousson. En quatre heures, 455 millimètres de pluie sont tombés sur la capitale, ce qui ne s'était jamais vu depuis plus de 40 ans. Immédiatement, 80 pour cent de la ville

de Manille et des régions avoisinantes se sont trouvées inondées par des eaux atteignant parfois jusqu'à 6 mètres de profondeur, causant un exode massif des citadins.

Huit jours plus tard, le cyclone Parma a atterri sur les hautes terres du nord de Luzon, et les vents de 175 kilomètres à l'heure provoqués par le cyclone – deux fois revenu sur ses pas – ont ravagé la principale zone productrice du pays, d'où provient plus de la moitié de la récolte de riz des Philippines. Après le passage du cyclone, 500 000 cultivateurs avaient perdu leurs récoltes. Le vent et les précipitations avaient également provoqué des glissements de terrain, coupant des routes et isolant des dizaines de villes et de villages dans les montagnes. Le 31 octobre, la région a été ébranlée à nouveau lorsque le cyclone Mirinae, également né dans le Pacifique, a déversé des pluies torrentielles sur les villes et les faubourgs déjà inondés.

En tout, cette succession de catastrophes a touché près de 10 millions de personnes, dont 5 millions d'enfants. Plus de 4 millions d'entre eux avaient besoin d'aide sous une forme ou sous une autre: secours ou aide immédiate au redressement ou les deux. Plusieurs semaines après le passage des cyclones, 1,7 million de personnes n'avaient toujours pas pu revenir dans les régions semi-submergées d'eaux fétides ou y vivaient encore.

Lorsque le Gouvernement philippin a demandé une aide humanitaire à la communauté internationale, le PAM a, trois heures plus tard, mis sur pied une opération d'urgence afin de distribuer des secours, pendant une période initiale de trois mois, aux personnes les plus sérieusement affectées. Du riz, du poisson en conserve et de l'huile végétale ont été distribués aux plus nécessiteux, tandis qu'un appui nutritionnel supplémentaire, sous forme de biscuits protéinés enrichis en vitamines, minéraux et autres micronutriments, a été fourni aux groupes extrêmement vulnérables, c'est-à-dire essentiellement les jeunes mères et les enfants de moins de 5 ans. La société TNT, partenaire privé du PAM, a appuyé cet effort en envoyant dans le pays deux de ses appareils 747 chargés de biscuits.

Lorsque toute l'ampleur des dommages causés par les trois tempêtes est apparue clairement, les estimations de l'aide à fournir ont été révisées à la



Philippe Martou, du Service des transports aériens du PAM (à gauche), Jan Steinvick, détaché au PAM par le Conseil norvégien pour les réfugiés (à droite) et Natacha Cauchois, de l'UNHAS, consultent un guide local au sujet de l'utilisation d'hélicoptères pour parvenir jusqu'à des régions difficilement accessibles de Tanay, aux Philippines.

hausse. Le coût final pour le PAM de la fourniture de secours à plus de 1 million de bénéficiaires a atteint 56,8 millions de dollars, et la période prévue pour la fourniture d'une assistance a été prolongée jusqu'en juin 2010.

Au début de la nouvelle année, l'opération d'urgence du PAM a été réorientée, un accent plus marqué étant mis sur l'organisation d'activités complémentaires Vivres contre travail afin d'offrir une assistance à moyen terme aux familles qui avaient perdu tous leurs moyens de subsistance.

Comme suite à la décision prise par le PAM de mettre l'accent sur l'amélioration de la nutrition,

les programmes d'alimentation supplémentaire entrepris à l'intention des enfants et des jeunes mères ont peu à peu été réduits au début de 2010 afin de pouvoir les axer plutôt sur 50 000 enfants de 6 mois à 2 ans. Simultanément, le PAM a lancé pour six mois un projet pilote de distribution de micronutriments en poudre pour améliorer la nutrition de 16 000 enfants. L'objectif ultime de toutes ces activités était d'aider les femmes et les enfants à reprendre pied et à les mettre à l'abri de la malnutrition jusqu'à ce que soient surmontées les conséquences de la dévastation de la région.

Logistiques: Résoudre les problèmes

LE MODULE DE LA LOGISTIQUE, UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

La logistique est au cœur des opérations du PAM. Lorsque surgit une situation d'urgence, le PAM doit trouver le moyen d'intervenir en quelques heures seulement pour livrer les produits alimentaires et les secours immédiatement nécessaires par terre, par mer ou par air. Mais, pour être efficace, l'intervention suppose un travail d'équipe et le PAM, désigné organisme chef de file pour le Module mondial de la logistique, coordonne également les services devant être fournis à tous les organismes humanitaires pour faire parvenir les secours aux victimes de catastrophes.

En 2009, le PAM a continué de jouer un rôle de direction dans les efforts déployés par l'équipe humanitaire mondiale. Sous son impulsion, le Module de la logistique a poursuivi ses activités en

Haïti, en République démocratique du Congo, en Somalie et à Sri Lanka tout en participant à l'organisation de nouvelles opérations de secours en Indonésie, au Pakistan, aux Philippines, à Samoa, dans le Territoire palestinien occupé et au Zimbabwe. Leur objectif ayant été atteint, il a été mis fin aux opérations entreprises en République centrafricaine et au Tchad.

La nature et l'ampleur des activités du Module de la logistique ont varié pendant l'année, allant d'un simple échange d'informations à une mise en commun des moyens de transport par air, par mer et par terre. Dans tous les cas, ces activités ont tendu à accroître la rapidité et à améliorer l'efficacité de l'intervention humanitaire en tirant le maximum de parti des moyens, des compétences et de l'expérience des organisations participantes.

Pour organiser cet effort, le PAM accueille en son Siège de Rome la cellule d'appui au Module mondial



Des camions du PAM, en route de Masisi à Goma, transportent l'aide alimentaire

de la logistique. Les membres de cette cellule, conçue de manière à mobiliser immédiatement les moyens requis en cas d'urgence, sont notamment Action contre la faim, Care International, l'Agence suédoise d'intervention et de protection civile, le HCR, l'UNICEF, le PAM et World Vision International.

La première crise à laquelle ait eu à faire face la cellule en 2009 est apparue au tout début de l'année, lorsque l'armée israélienne a lancé l'Opération Plomb Fondu dans la bande de Gaza. Au cours des 23 jours de conflit, de plus en plus d'organisations humanitaires sont intervenues en fournissant des secours d'urgence à ceux qui s'étaient trouvés pris au milieu des combats.

À la différence des autres situations d'urgence, cependant, le principal problème logistique, à Gaza, tenait non pas à la destruction ou à l'effondrement de l'infrastructure, mais plutôt aux restrictions imposées par les autorités israéliennes à la distribution des secours. Aussi le PAM a-t-il organisé à l'intention de la communauté humanitaire un service de transports commun chargé, par l'entremise d'un officier de liaison avec les autorités civiles et militaires, de regrouper les demandes quotidiennes d'autorisation de livrer divers types d'assistance dans la bande de Gaza. Il a été ainsi organisé cinq plaques tournantes et trois corridors logistiques qui ont permis à 31 organismes des Nations Unies et ONG locales et internationales d'acheminer jusqu'à la bande de Gaza près de 7 000 tonnes de secours.

Plus tard dans l'année, le Module de la logistique a été appelé à intervenir à la suite d'un autre type de crise lorsqu'une tempête tropicale et deux cyclones ont déferlé l'un après l'autre sur les Philippines, causant de graves inondations et d'importants déplacements de populations.

Le PAM a immédiatement expédié quatre groupes électrogènes pour alimenter les hôpitaux en électricité et a fourni des embarcations pneumatiques pour faciliter la distribution des secours dans des régions inaccessibles par la route. Il a été mis sur pied pour les services aériens d'aide humanitaires des Nations Unies une unité dotée de deux hélicoptères MI-171. Lorsque l'opération a pris fin, les hélicoptères avaient effectué 389 missions et transporté 410 tonnes de produits alimentaires et de secours pour le compte du Gouvernement et des différents organismes

humanitaires ainsi que 3 392 passagers, dont des secouristes et des équipes d'évaluation.

Les partenaires du secteur privé Agility, TNT et UPS ont fourni cinq camions, qui ont effectué 152 déplacements et transporté plus de 1 000 tonnes de secours et d'aide humanitaire.

ÉTHIOPIE: COURT-CIRCUITER LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT

Faire parvenir les produits alimentaires à un pays sans littoral comme l'Éthiopie a toujours constitué un problème pour le PAM, essentiellement parce que toute l'assistance arrivée par mer ne peut transiter que par le port de Djibouti pour être transportée ensuite sur 800 kilomètres jusqu'à la capitale du pays, Addis Abeba.

Ces deux dernières années, les installations portuaires de Djibouti et le corridor terrestre ont été de plus en plus sollicités à mesure qu'augmentaient les besoins humanitaires en Éthiopie. Le temps et l'espace manquent pour décharger et transporter les secours du PAM ainsi que les produits importés par le Gouvernement, fréquemment désignés comme étant prioritaires par les autorités. De graves pénuries de poids-lourds ont encore aggravé le problème et ont rendu difficile l'expédition des produits alimentaires, qui arrivent assez souvent avec de longs retards.

Le PAM a réagi en mai 2009 en organisant deux autres corridors afin de parvenir jusqu'en Éthiopie en court-circuitant le goulet d'étranglement de Djibouti. Au nord, le PAM a remis en service les installations de Port Soudan, sur la côte de la mer Rouge, itinéraire qui avait été utilisé par le passé pour livrer des secours dans la région du nord-ouest de l'Éthiopie. Au sud, le PAM a aménagé un itinéraire tout à fait nouveau à partir du port de Berbera, en Somalie, sur le golfe d'Aden.

L'organisation de ces deux corridors a exigé de longues négociations avec les gouvernements et les autorités intéressés. Certains premiers aménagements ont également dû être apportés au port de Berbera, où il a fallu installer des machines d'ensachage et agrandir les entrepôts en construisant 20 magasins mobiles pouvant accueillir 8 000 tonnes de blé.



Les douanes éthiopiennes inspectent des camions venus de Somalie

Rapidement, les corridors aussi bien de Port Soudan que de Berbera ont pu être utilisés, ce qui a ménagé un certain répit au port de Djibouti déjà surchargé. À la fin de 2009, trois navires avaient déchargé à Port Soudan 65 000 tonnes de céréales surtout du blé – qui ont ensuite été transportées par camions à Gedarf, à la frontière, puis distribuées aux communautés bénéficiaires de Gonder et de Wereta, dans le nord de l'Éthiopie.

Dans le sud, le corridor de Berbera est rapidement apparu comme une formule plus rapide et plus économique que celle de Djibouti, surtout pour les secours destinés aux victimes des troubles dans la région somalie de l'Éthiopie, aux portes mêmes de la Somalie. Les distances étant beaucoup plus courtes, les frais de transport ont pu être considérablement réduits et diminueront sans doute encore plus lorsque les travaux de reconstruction du réseau routier actuellement en cours seront achevés.

Le premier navire chargé de céréales du PAM est arrivé au port de Berbera début juin, suivi de trois autres, dont le dernier a quitté le port fin décembre. En tout, 100 000 tonnes d'aide alimentaire ont transité par ce port de la Somalie en 2009.

Une réfection du réseau routier s'impose cependant. Il faut souvent aux transporteurs plusieurs jours pour

couvrir les 300 kilomètres qui séparent Berbera de Jijiga, habituellement en convois de 30 camions, voire davantage. La plupart des routes soit ne sont pas revêtues, soit sont en très mauvais état, de sorte que les pannes sont constantes et que les accidents, parfois mortels, sont fréquents.

Le Gouvernement éthiopien, avec l'aide de plusieurs pays donateurs, s'emploie à améliorer le réseau routier. Lorsque les travaux seront achevés, les convois pourront circuler dans de meilleures conditions de sécurité et plus rapidement. Le réseau routier amélioré facilitera aussi sans doute les importations commerciales.

Le corridor de Berbera est appelé à devenir l'itinéraire normalement utilisé pour l'importation des secours humanitaires. Les 100 000 tonnes de secours qui ont transité par ce port en 2009 ont représenté 16 pour cent du total des importations de céréales du PAM en Éthiopie. Ces chiffres pourraient doubler en 2010, selon l'évolution des besoins en Éthiopie et l'avancement des travaux entrepris pour améliorer l'infrastructure. Les besoins sont considérables. Les effets conjugués de sécheresses successives, de la cherté persistante des produits alimentaires et de la crise financière mondiale menacent de plonger dans la famine jusqu'à 6 millions d'Éthiopiens.

SRI LANKA: SECOURIR UNE RÉGION ASSIÉGÉE

Le sanglant dénouement, en mai 2009, du long conflit à Sri Lanka approchant, il est devenu de plus en plus difficile pour le PAM de faire parvenir des vivres à ceux qui étaient pris en tenaille par l'aggravation des hostilités.

Les possibilités d'accès par la route à la région de Vanni, dans le nord-est de Sri Lanka, théâtre des précédents affrontements entre les forces gouvernementales et les Tigres de libération de l'Elaam tamoul n'ont cessé de s'amenuiser jusqu'à ce que les routes se trouvent en fait totalement coupées vers la fin de janvier. Le dernier convoi du PAM se dirigeant vers la région de Vanni, parti le 16 janvier, a lui-même été pris entre deux feux et a été immobilisé dans la zone du conflit, avec son personnel national et international, pendant près d'une semaine.

En février, les autorités de Sri Lanka ont proclamé une "zone de cessez-le-feu" le long du littoral oriental du district de Mullaittivu, langue de terre de 12 kilomètres où s'étaient réfugiées jusqu'à 100 000 personnes déplacées par les combats. Pour les secourir, le Gouvernement et le PAM ont organisé un itinéraire par mer pour pouvoir distribuer aux personnes déplacées l'aide alimentaire et les secours dont elles avaient besoin. Faute de ports sur le littoral de Mullaittivu, cependant, les navires ont dû demeurer à plusieurs centaines de mètres au large, où les secours ont été chargés à bord de bâtiments de pêche locaux pour être transportés jusqu'au rivage.

Belay Atlaw, spécialiste de la logistique du PAM, se le rappelle fort bien: "Les embarcations transportant les produits alimentaires revenaient souvent chargées de malades et de blessés. C'était une course constante contre la montre. Il fallait être prêt à tout moment à intervenir rapidement et commencer à charger les secours à bord des embarcations qui se trouvaient disponibles dans le port de Trincomalee".

Les vivres étaient transportés de nuit et arrivaient à l'aube à Mullaittivu. Les partenaires locaux du PAM – le Gouvernement et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – se trouvaient eux-mêmes enfermés dans la zone des

hostilités. Les livraisons devaient être coordonnées par téléphone satellitaire, seul lien avec le reste du monde. Entre le 19 février et le 13 mai, le PAM a expédié 2 800 tonnes de produits alimentaires à bord de bâtiments battant pavillon du CICR.

Comme l'explique Adnan Khan, directeur de pays à Sri Lanka, "l'équipe logistique a travaillé 24 heures sur 24 pour obtenir du Gouvernement et des militaires les permis nécessaires pour acheminer les secours jusqu'à la zone des combats et veiller à ce que nul ne meure de faim".

À mesure que les combats s'intensifiaient, l'exode s'est accéléré. En avril, il y avait 130 000 personnes déplacées et le PAM distribuait quelque 54 000 rations par jour en moyenne. Vers la fin de 2009, sept mois après la fin des hostilités, 300 000 personnes déplacées étaient peu à peu réinstallées dans la région de Vanni.

Pour secourir la population, le PAM a mis sur pied une opération spéciale d'une valeur de 7,7 millions de dollars pour faciliter la coopération interorganisations dans les zones du nord-est de l'île affectées par le conflit. Le PAM a, dans le cadre de cette opération spéciale, administré des plaques tournantes communes à Colombo, Jaffna et Vavuniya ainsi qu'une base logistique à Trincomalee. Des entrepôts supplémentaires, notamment dans le plus vaste camp de personnes déplacées, à Menik Farm, ont été aménagés dans le Vanni.

Les hostilités armées ayant pris fin, le PAM s'emploie maintenant à aider à se réinstaller les personnes déplacées par les combats. Nombre d'entre elles vivent dans des zones reculées et ont besoin d'une assistance alimentaire. Les routes qui ont été déminées sont peu nombreuses et beaucoup d'entre elles sont encore en très mauvais état. Le PAM, en collaboration avec le Gouvernement, les forces militaires et les organismes de déminage, s'efforce de faire parvenir des secours à ces peuplements reculés. Il utilise des remorques et des camions légers pour livrer une assistance militaire et contribuer ainsi à la reconstruction du pays.

Nouveaux outils au service de la lutte contre la faim

UN ŒIL DANS LE CIEL

Une multitude de satellites d'observation et de télédétection, constamment en orbite, constituent l'œil du PAM dans le ciel. Dans leur rotation incessante autour du globe, ces satellites transforment rapidement la façon dont travaille le PAM et ont mis à sa disposition toute une série de technologies novatrices qui lui permettent de mieux se préparer à intervenir en cas d'urgence et à le faire plus rapidement et plus efficacement quand survient une crise.

L'information est essentielle lorsque surgit une catastrophe: pour planifier les opérations de secours, le PAM doit avoir une idée claire du déroulement des événements sur le terrain. De même, pour accélérer les secours, le PAM doit pouvoir disposer d'informations exactes concernant, entre autres, le nombre de personnes qui vivent dans les régions affectées, l'endroit où elles se trouvent et quels sont les routes et les ponts qui sont encore praticables.

Jusqu'à une date toute récente encore, obtenir ce type d'information représentait un travail long et parfois coûteux. Les cartes classiques imprimées sont souvent dépassées. Les missions d'évaluation peuvent être longues et difficiles si elles doivent se déplacer par terre, ou d'un coût prohibitif lorsqu'elles sont menées par hélicoptère.

Nombre de ces méthodes cèdent peu à peu le pas aux progrès récents des technologies satellitaires et de la cartographie analytique. Pour tirer le meilleur parti possible de ces progrès de la technologie, le PAM a mobilisé le concours d'un vaste réseau d'universitaires et de scientifiques et utilise de plus en plus des cartes analytiques et les cartes établies au moyen de l'imagerie satellitaire à la fois pour mettre sur pied une nouvelle opération et pour en préparer les phases suivantes.

Il est aujourd'hui plus facile d'obtenir et d'analyser les images prises par satellite, en particulier parce que les gouvernements et les agences spatiales ont récemment ouvert leurs satellites à un plus grand nombre d'utilisations civiles, ce qui, à son tour,

a permis à des sociétés commerciales de s'implanter sur ce marché. Il existe également de nouveaux protocoles internationaux qui facilitent la collecte et un partage plus rapides d'images plus nombreuses et plus diverses. Des organismes humanitaires comme le PAM peuvent même aujourd'hui demander l'activation de satellites spécifiques ou leur orientation dans une direction donnée.

Tel peut être le cas non seulement après une catastrophe, comme un tremblement de terre, mais aussi lorsqu'une crise se dessine. Le PAM peut, s'il peut prédire le cours d'une tempête tropicale, mieux prévoir et se préparer. Lorsque trois tempêtes tropicales ont déferlé sur les Philippines en un peu plus d'un mois en 2009, le PAM a utilisé les images prises du ciel par satellite pour identifier les régions rurales peu peuplées et centrer son attention sur les régions plus urbanisées. Ces technologies ont ainsi aidé le PAM à cibler son assistance.

Les satellites, qui ont été activés conformément aux protocoles internationaux, ont également suivi les cyclones à la trace et les informations rassemblées par les satellites d'observation et de télédétection concernant l'endroit où le cyclone risquait de toucher terre et les localités où le sol était si saturé que des inondations seraient inévitables ont été d'une immense utilité pour le PAM, qui a ainsi pu préparer son intervention.

Les compétences et les ressources acquises par le PAM se sont avérées essentielles lors du séisme qui a secoué Haïti. Quelques heures seulement après le tremblement de terre, les premières cartes analytiques avaient déjà été établies par l'équipe de cartographie du Service de préparation des interventions en cas d'urgence du Siège. Ces cartes indiquaient les épicentres du séisme et le nombre de personnes qui risquaient d'être sinistrées, donnant ainsi une première vue d'ensemble de la situation, élément indispensable à la mise en route immédiate de l'intervention. Le PAM s'est alors adressé à l'un de ses partenaires du secteur universitaire et scientifique, ITHACA (Information Technology for Humanitarian Assistance, Cooperation and Action), et a ainsi obtenu rapidement les meilleures

photographies prises par satellite, qui lui ont permis de commencer à analyser l'impact de la catastrophe.

Alors que d'autres photographies n'étaient que d'une utilité limitée en raison du couvert nuageux, les images prises par ITHACA étaient d'une telle clarté et d'une telle résolution (1 pixel = 50 cm sur le terrain) que l'on pouvait aisément identifier les bâtiments effondrés ou endommagés et les rues bloquées. Une analyse rapide de l'impact de la catastrophe a alors été réalisée pour la capitale, Port-au-Prince. Ce processus complexe consiste à surimposer une carte informatisée comportant les informations clés aux photographies prises par satellite afin d'obtenir ainsi immédiatement une image de la situation sur le terrain.

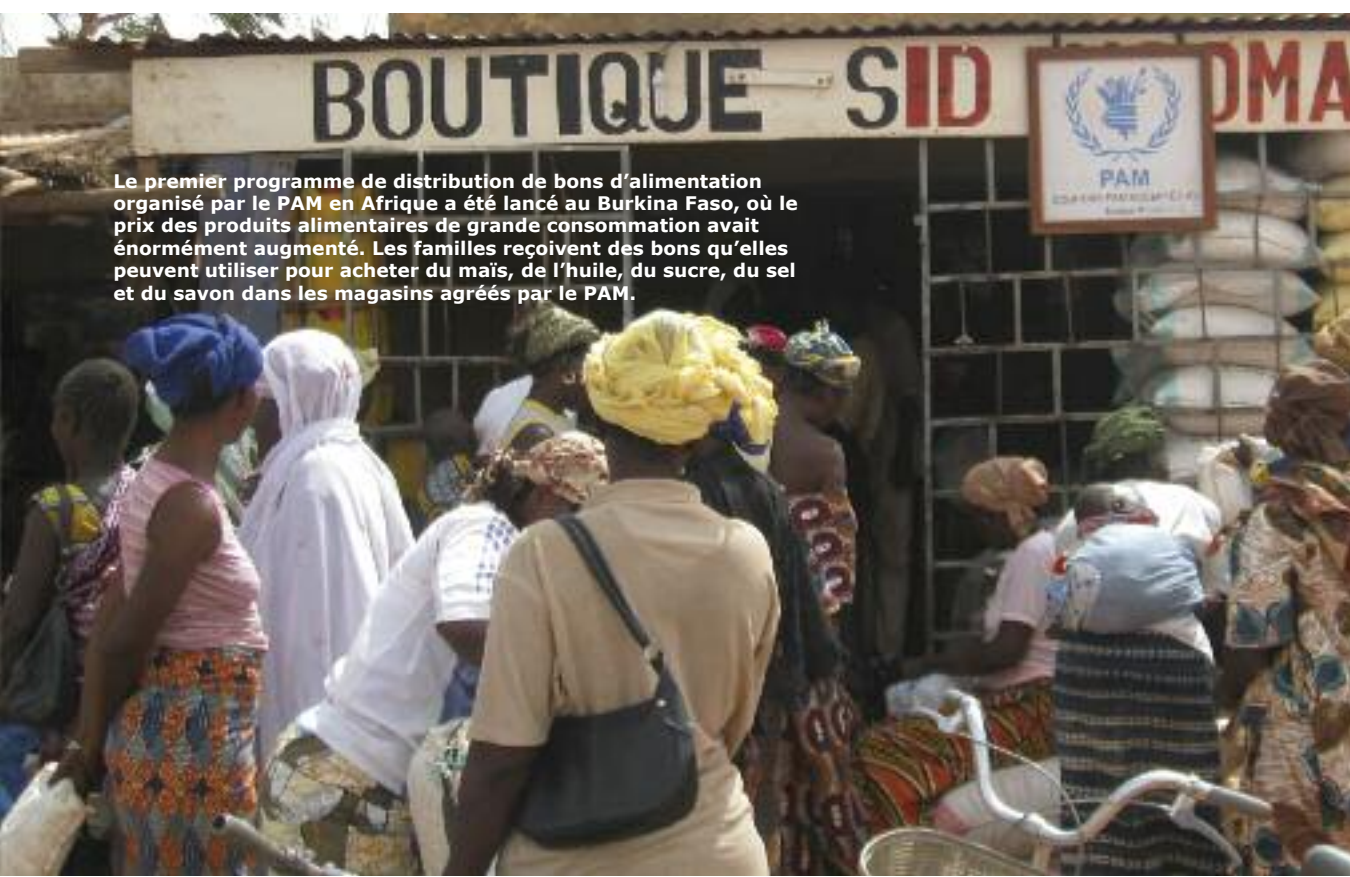
Ces cartes pouvaient également être utilisées dès que de nouvelles informations étaient disponibles, par exemple au sujet de questions comme l'endroit où se rassemblaient spontanément les personnes déplacées ou l'endroit où avait été aménagé un point de distribution de vivres. Lorsque la sécurité autour de ces points de distribution est devenue préoccupante, les cartes montraient quels autres itinéraires pouvaient être utilisés en sécurité. Les cartes en question, répondant à des besoins de personnel concret, ont permis au PAM de distribuer les secours à ceux qui en avaient le plus besoin.

BURKINA FASO: TRANSFERTS MONÉTAIRES/BONS D'ALIMENTATION

Pour autant qu'il s'en souvînt, Abdullah n'avait jamais vu tant de monde dans son magasin. Contournant bidons d'huile et sacs de maïs, il a peine à satisfaire sa nouvelle clientèle, qui fait la queue à l'intérieur comme à l'extérieur de sa petite échoppe, dans les faubourgs de la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou.

Ses nouveaux clients sont les premiers bénéficiaires de bons d'alimentation du PAM en Afrique. Ils arrivent à peine d'un centre de distribution proche et, avec un bon d'une valeur d'environ 3 dollars, ils peuvent acheter du maïs, de l'huile, du sucre, du sel et du savon.

Comme l'explique Annalisa Conte, directeur de pays du PAM au Burkina Faso, "nous nous sommes rendus compte que la hausse des prix des produits alimentaires avait créé une grave vulnérabilité dans les quartiers urbains. Le pouvoir d'achat des citadins s'était trouvé à tel point érodé qu'ils devaient acheter leur savon à crédit dans les mêmes magasins que ceux qui faisaient partie du programme de distribution de bons".



Le premier programme de distribution de bons d'alimentation organisé par le PAM en Afrique a été lancé au Burkina Faso, où le prix des produits alimentaires de grande consommation avait énormément augmenté. Les familles reçoivent des bons qu'elles peuvent utiliser pour acheter du maïs, de l'huile, du sucre, du sel et du savon dans les magasins agréés par le PAM.

Le PAM a l'intention d'utiliser plus fréquemment la formule des bons d'alimentation, surtout dans les villes, où les marchés fonctionnent mais où il y a beaucoup de gens trop pauvres pour acheter des aliments. Les programmes de distribution de bons d'alimentation et de transferts monétaires injectent de l'argent dans les économies locales lorsque l'infrastructure de marchés et de commerces existe. Pour le PAM, ils constituent également une forme flexible d'aide alimentaire qui lui permet de faire des économies sur le coût des transports et l'entreposage de volumineux stocks de produits.

Entre février et décembre 2009, près de 200 000 personnes ont reçu des bons d'alimentation à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso, deuxième ville du pays. Il ressort d'une analyse d'impact menée en juin 2009 que la sécurité alimentaire des bénéficiaires s'était améliorée et que ceux-ci mangeaient désormais deux fois par jour plutôt qu'une. En outre, le programme avait libéré une partie de leurs ressources, qu'ils pouvaient consacrer à d'autres besoins essentiels, principalement soins de santé et habillement.

Bien que les transferts monétaires, habituellement décaissés tous les six mois, ne représentent, en gros, que la moitié du revenu des ménages ciblés, ils constituent un apport particulièrement apprécié pour les femmes étant donné que la plupart d'entre elles gagnent leur vie en ramassant du sable et des pierres pour 50 cents de dollar par jour.

Pour Sylvie Dipama, l'une des premières bénéficiaires de Ouagadougou à avoir reçu des bons, ne pas avoir à lutter pour se nourrir au cours des six mois suivants a été une libération. "J'ai quatre enfants, mais j'ai dû envoyer ma plus petite fille chez mes parents, n'ayant plus les moyens de nourrir tout le monde", explique-t-elle à la veille du lancement du nouveau programme, au début de 2009. L'alimentation du ménage étant désormais mieux assurée, ses enfants ont pu aller à l'école plutôt que de devoir l'aider tous les jours à gagner de l'argent pour acheter des aliments.

Mais il faut aller plus loin et aider les bénéficiaires des programmes de distribution de bons à trouver des possibilités de gagner leur vie après la fin du programme. Une association féminine de Ouagadougou, appelée Solidarités et action sociale, avec l'appui du PAM, fabrique des savonnettes et les vend dans les magasins qui participent au programme, ce qui constitue ainsi pour sa production des débouchés réguliers.

BONS D'ACHAT DE PLUMPY'DOZ

À Ouagadougou et à Bobo Dioulasso, le PAM a distribué du Plumpy'Doz aux enfants dans le cadre d'un programme novateur de distribution de bons. En 2009, 360 tonnes de ce supplément alimentaire nutritif prêt à l'emploi ont été distribuées à plus de 40 000 enfants de moins de 2 ans – 20 237 filles et 20 089 garçons. Les dispensaires locaux ont constaté une amélioration de la situation nutritionnelle des enfants qui ont reçu ce produit spécialisé, supplément alimentaire en pâte composé d'huile végétale, de beurre de cacahuètes, de sucre et de lait. Les enfants burkinabés, qui en sont devenus friands, l'ont baptisé "chocolat".



Le PAM utilise des suppléments alimentaires prêts à l'emploi dans ses opérations d'urgence ainsi que pour aider à prévenir ou à traiter la malnutrition modérée. Ces aliments sont censés compléter le lait maternel et les autres aliments dispensés aux jeunes enfants très exposés à la malnutrition. Les ingrédients du Plumpy'Doz sont les suivants: pâte de cacahuètes, huile végétale, lait écrémé en poudre, lactosérum, maltodextrines et sucre.

SYRIE: COUPONS TÉLÉPHONIQUES

Samar, réfugiée iraquienne, vit à Damas, dans le quartier de Jarmana, où elle élève seule trois jeunes enfants. La famille ne survit que grâce à un colis d'aide alimentaire du PAM qui arrive tous les deux mois. Depuis septembre dernier, le PAM lui a facilité la vie en distribuant les aliments de façon novatrice – par le biais de son téléphone cellulaire.

Samar fait partie d'un projet pilote inédit du PAM: les familles reçoivent sur leurs téléphones cellulaires un message SMS assorti d'un code qui constitue en quelque sorte un "coupon virtuel" qui peut être utilisé dans différentes épiceries de l'État. Les bénéficiaires peuvent utiliser tout ou partie du coupon pour acheter des produits comme riz, farine, lentilles, huile végétale ou thon en conserve. Ils ne sont pas obligés de tout dépenser en une seule fois mais peuvent choisir ce qu'ils veulent acheter, par exemple aussi des produits frais et périssables, comme œufs ou fromage, ne faisant pas partie des rations habituelles.

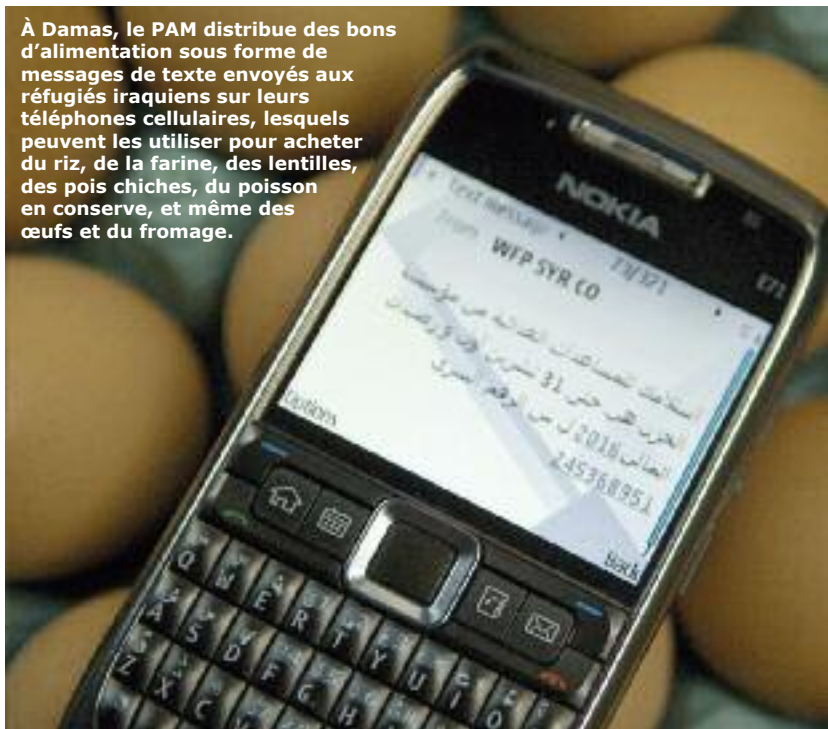
Pour Samar, le programme a de multiples avantages, dont le fait qu'elle n'a plus à transporter des lourds sacs d'aliments qu'elle allait chercher dans les centres de distribution. "Je suis seule à la maison avec mes trois enfants, de sorte qu'il est difficile pour moi d'aller loin et de laisser les enfants seuls trop longtemps", dit-elle. "Maintenant, il me suffit d'aller au magasin et je ne suis pas absente longtemps". Samar est également ravie de pouvoir choisir parmi toute une nouvelle gamme de produits.

Les villes de Syrie ont accueilli des centaines de milliers de réfugiés ayant fui le conflit en Iraq. Différents organismes humanitaires ont déjà utilisé par le passé des messages téléphoniques et des cartes à puce pour aider financièrement ceux qui sont dans le besoin, mais le projet pilote du PAM est sans doute le premier à utiliser les téléphones cellulaires pour aider les bénéficiaires à se nourrir.

Daly Belgasmi, chef du bureau régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale, souligne que "c'est le sourire qui éclaire le visage des mères qui peuvent désormais acheter du lait et des œufs dans un magasin près de chez elles qui nous encourage à rechercher constamment de nouveaux moyens de rendre un semblant de vie normale aux réfugiés qui luttent pour s'adapter à leur nouvel environnement".

Plus de 3 000 personnes, qui ont dépensé en alimentation quelque 6 millions de livres syriennes (130 000 dollars), ont bénéficié de la première étape du projet pilote du PAM, menée de septembre à décembre 2009. Le projet a été prolongé d'une nouvelle période de quatre mois dans le but de doubler le nombre de familles secourues.

À Damas, le PAM distribue des bons d'alimentation sous forme de messages de texte envoyés aux réfugiés irakiens sur leurs téléphones cellulaires, lesquels peuvent les utiliser pour acheter du riz, de la farine, des lentilles, des pois chiches, du poisson en conserve, et même des œufs et du fromage.



Pendant la phase initiale, les familles participantes ont été sélectionnées au hasard parmi les 130 000 Iraquiens qui reçoivent actuellement une aide alimentaire régulière. Elles ont assisté à des réunions d'information où il leur a été distribué des cartes SIM fournies gratuitement par MTN Syria, opérateur de téléphonie mobile. Tous les deux mois, chaque famille a reçu un coupon par personne d'une valeur de 22 dollars (environ 1 000 SYP). Après chaque transaction, le solde de leur compte est transmis aux familles, également par SMS, sur leurs téléphones cellulaires.

Le PAM a mis au point ce projet pilote en collaboration avec l'Établissement général pour le stockage et la commercialisation des produits animaux et agricoles (GESMAAP) du Ministère syrien de l'économie et du commerce international. Le GESMAAP distribue les produits alimentaires par l'entremise de ses magasins dans les quartiers de Damas où vivent la plupart des réfugiés irakiens.

Le Gouvernement syrien estime qu'il y a dans le pays plus de 1 million de réfugiés irakiens qui vivent dans des appartements et d'autres logements privés. Beaucoup d'entre eux avaient de l'argent lorsqu'ils sont arrivés et avaient déjà des téléphones cellulaires. Cependant, comme leurs économies ont fondu et comme ils ne sont pas légalement autorisés à travailler, l'aide alimentaire constitue pour eux un complément important.

Achats au service du progrès: Renforcer les capacités

La passion d'Adilio de Jesus n'a jamais été très rentable. Ce métayer de 26 ans aime travailler la terre dans son pays, en El Salvador, mais ses récoltes de maïs et de haricots lui rapportent rarement assez pour couvrir ses dépenses. En 2009, cependant, Adilio a enfin pu réaliser un bénéfice, grâce essentiellement au projet d'"Achats au service du progrès" du PAM.

"Je me suis fait un bénéfice net de 500 dollars en vendant ma récolte au PAM", explique-t-il. "Si je l'avais vendue aux coyotes [négociants locaux], j'aurais touché à peine assez pour couvrir mes frais. Grâce à ce projet, faire ce que j'aime faire vaut la peine. Nous travaillons dur, mais notre travail est récompensé".

Accroître le revenu des petits cultivateurs est l'un des principaux objectifs de l'initiative, qui exploite la capacité du PAM d'acheter des produits alimentaires comme moyen de stimuler et d'améliorer la production agricole parmi les petits exploitants en les reliant aux marchés.

À la fin de 2009, le projet, lancé en septembre 2008, était en cours dans 19 des 21 pays pilotes sélectionnés. Pendant cette période, il a été acheté 39 000 tonnes de produits sur la base de contrats conclus avec 80 organisations d'agriculteurs de 13 pays. À ce jour, il a été identifié en vue d'une participation à ce projet 356 associations agricoles représentant près de 630 000 cultivateurs.



À Kapchorwa, en Ouganda, le moulin prépare le maïs destiné à la consommation locale ou à la vente.

L'association salvadorienne locale à laquelle appartient Adilio, El Pesote, est l'une d'entre elles. Dans le cadre de ce projet, les 64 membres d'El Pesote ont reçu des partenaires du PAM une assistance technique qui leur a permis d'améliorer leurs techniques agricoles. Ils ont également eu accès à un fond de crédits renouvelables qui leur a permis d'acheter des semences et des engrais de bonne qualité. En outre, ils ont reçu une formation à la manutention des produits après la récolte, aux normes de qualité et à la gestion associative.

Ainsi, les membres d'El Pesote ont pu conclure avec le PAM un contrat de vente de 97 tonnes de maïs. Adilio a vendu 80 quintaux de maïs, soit 3,6 tonnes, ce qui lui a permis de louer plus de terre en prévision de l'année suivante. Son association négocie un prêt destiné à agrandir les entrepôts et les ouvrages d'infrastructure de l'association.

L'initiative "Achats au service du progrès" conjugue la nécessité pour le PAM d'acheter des produits alimentaires et les compétences techniques de ses partenaires afin de renforcer les capacités des associations d'agriculteurs pour les aider à avoir accès au crédit et les mettre mieux à même de livrer un produit de qualité à des marchés rentables.

Plus de 50 partenaires, dont des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations locales et internationales et des ONG, ainsi que le secteur privé, collaborent avec le PAM à la mise en œuvre de cette initiative. Plus de 10 000 agriculteurs ont acquis de nouvelles compétences dans des domaines comme la gestion associative, les techniques agricoles, le contrôle de la qualité et la manutention des produits après la récolte.

L'initiative commence à donner des résultats. Au Mali, les petits exploitants ont déjà participé aux appels d'offres lancés régulièrement par le PAM pour l'achat de produits alimentaires dans le pays, alors qu'ils s'en absteinaient précédemment, surtout parce qu'ils pensaient ne pas avoir les capacités nécessaires pour vendre leurs récoltes au PAM. C'est alors que la Faso Jigi, confédération d'associations d'agriculteurs, a collaboré à l'initiative et a bientôt pu apporter la preuve que les petits exploitants pouvaient soumissionner avec succès à condition que les quantités requises soient à la mesure de celles qu'ils pouvaient produire. En 2009, la Faso Jigi s'est vu attribuer un marché concernant la vente de 600 tonnes de céréales au

PAM. "La vente a été conclue rapidement, nous avons été payés sans tarder et nous avons fait un bon bénéfice", dit Mamadou Traoré, 60 ans, depuis longtemps membre de la Faso Jigi.

L'initiative "Achats au service du progrès" intervient à différentes étapes de la chaîne agricole pour aider les cultivateurs à vendre plus, et à des prix plus rémunérateurs. En Ouganda, le projet encourage la construction d'entrepôts, à laquelle Joselyn Mangusho, cultivatrice de Kapchorwa mère de six enfants, attache beaucoup d'importance.

"À l'heure actuelle, il y a peu d'aires de battage et pas d'installations d'entreposage suffisantes, et le marché est limité. Généralement, nous accumulons le maïs récolté dans des locaux exigus où, souvent, il pourrit avant que nous puissions trouver un acheteur. Si nous réussissons à le sécher, nous devons aller jusqu'à Mbale pour pouvoir le vendre. Cet entrepôt résoudra beaucoup de nos problèmes".

Mbayin Jackson, 30 ans, cultivateur de maïs à Kapchorwa, en Ouganda, inspecte sa nouvelle récolte.



Le PAM doit parfois suspendre temporairement ses livraisons de produits alimentaires ou ses missions sur le terrain en raison de l'insécurité. Les convois qui transportent des produits alimentaires ne peuvent partir qu'avec autorisation, ce qui permet d'exercer un dernier contrôle afin de garantir leur sécurité avant leur départ.



Sûreté et sécurité

PAKISTAN

Le climat d'insécurité dans lequel doit travailler le PAM est apparu on ne peut plus clairement peu après midi, le 5 octobre 2009, lorsqu'un terroriste, identifié par la suite comme étant membre des Taliban, a fait exploser la charge qu'il portait sur lui après être entré dans les bureaux du PAM à Islamabad.

L'explosion a fait cinq morts parmi le personnel du PAM: Botan Ahmed Ali Al-Hayawi, informaticien; Mohamed Wahab, assistant aux finances; Abid Rehman, assistant principal aux finances; Gul Rukh Tahir, réceptionniste; et Farzana Barkat, assistante de bureau. Quatre autres agents du PAM ont été sérieusement blessés: Syed Tahir, Atif Sheikh et Muhammed Muneer, tous membres du service des finances, et Adam Motiwala, qui travaillait au service de la logistique.

Le bâtiment où se trouvaient les bureaux du PAM a été gravement endommagé et l'explosion a coupé totalement l'alimentation en électricité, le téléphone et la connexion à l'Internet.

Les dégâts auraient été encore plus graves si le PAM n'avait pas récemment dépensé 300 000 dollars pour renforcer la sécurité des locaux face à la menace croissante des Taliban. Des barrières de protection avaient été construites, les murs avaient été renforcés et des fenêtres résistant à l'effet de souffle avaient été installées. Ainsi, une seule fenêtre a été soufflée par l'explosion et nul n'a été blessé par des éclats de verre.

Néanmoins, l'incident a profondément ébranlé le PAM ainsi que l'ensemble de la communauté humanitaire au Pakistan. C'était en effet la première attaque dirigée contre le PAM depuis que celui-ci avait commencé à opérer dans le pays, en 1968. C'était également la première fois qu'un bureau des Nations Unies était attaqué par une "personne chargé d'un engin explosif improvisé", expression communément utilisée par les services de sécurité pour désigner ce type de terroriste. Avant cette attaque, le PAM craignait surtout une attaque au moyen d'un véhicule piégé. L'attaque menée par le terroriste a mis en relief la nécessité de repenser les stratégies de sécurité.

Des bureaux temporaires ont été aménagés dans un hôtel d'Islamabad où avaient été installés de rigoureux systèmes de sécurité après une précédente attaque terroriste. De nouveaux quartiers permanents, qui devraient être prêts à être occupés en mai 2010, ont été identifiés à l'intérieur de l'enceinte hautement protégée où se trouvent les missions diplomatiques à Islamabad.

Remarquablement, les programmes du PAM au Pakistan se sont poursuivis sans guère d'interruption. En 2009, le PAM a fourni une indispensable aide alimentaire à près de 10 millions de personnes, dont 350 000 tonnes de secours d'urgence à près de 3 millions de civils déplacés par le conflit qui avait éclaté au début de l'année dans la vallée du Swat.

AFGHANISTAN

Une fraction de seconde plus tard et Ghulam Hassan, chauffeur du PAM, aurait très certainement été tué. Mais la mine télécommandée placée au bord de la route a explosé juste avant le passage de sa Land Cruiser blanche, de sorte que c'est le bloc moteur qui a absorbé le plus gros de l'onde de choc.

L'explosion a réduit l'avant de la Land Cruiser à l'état de ferraille et Hassan, gravement blessé aux jambes et au bassin, a perdu connaissance. Après plusieurs mois de traitement médical et de réadaptation dans quatre hôpitaux de deux pays, Hassan a repris son travail, à temps partiel, à la fin de l'année.

L'attaque dont il a été victime alors qu'il roulait en tête d'un convoi du PAM dans la province de Parwan, normalement paisible, dans le centre de l'Afghanistan, a été une manifestation de l'insécurité croissante, qui a constitué l'un des plus graves problèmes enregistrés en 2009 dans le pays, non seulement pour le PAM mais pour la communauté humanitaire tout entière. Regrettablement, la situation a continué d'empirer jusqu'à la fin de l'année.

Quatre mois plus tard, juste après l'aube, le 28 octobre, les fonctionnaires internationaux en poste à Kaboul se sont empressés de se mettre en lieu sûr lorsqu'ils ont appris que des hommes armés de fusils d'assaut et d'explosifs assiégeaient un bâtiment privé utilisé par les fonctionnaires des Nations Unies de passage. Au cours des prochaines heures, alors que l'on continuait d'entendre des explosions et des coups de feu à proximité, les nouvelles ont commencé à filtrer par messages de texte et par Internet et l'inquiétude a gagné lorsqu'il est apparu que plusieurs sites étaient attaqués. Les attaques ont fait 12 morts, dont 5 collègues des Nations Unies appartenant à d'autres organisations.

En 2009, l'insécurité a conduit à interdire l'accès du personnel des Nations Unies à de plus en plus de régions du pays, ce qui n'a pas manqué de compliquer les livraisons de vivres et l'exécution des programmes. Malgré l'insécurité, le PAM a nourri quelque 9 millions d'Afghans des 34 provinces du pays.

Grâce aux importants investissements qui ont été faits dans le renforcement de la sécurité des locaux du PAM en 2009, le PAM a pu continuer de travailler à pleine capacité sans devoir, comme d'autres organismes des Nations Unies, réduire les effectifs faute de locaux pouvant héberger le personnel dans des conditions de sécurité adéquates. Le PAM a également modifié certaines procédures afin de protéger les camions de transporteurs commerciaux dans les zones dont l'accès était interdit au personnel des Nations Unies, en collaborant étroitement avec les communautés locales dans certaines régions et en organisant des escortes de la police nationale afghane dans d'autres lorsque les transporteurs l'avaient demandé. Grâce à ces changements, le nombre d'attaques dirigées contre des convois commerciaux du PAM a diminué d'un tiers par rapport à l'année précédente, et les quantités de produits alimentaires pillées ont reculé de 80 pour cent, et ce malgré l'augmentation du nombre d'incidents.

Le bureau du PAM en Afghanistan a également adopté des mesures concrètes pour renforcer son suivi sur le terrain en 2009 et a élaboré une stratégie pour le renforcer encore plus au cours des années à venir. Dans certaines des régions de l'Afghanistan où l'insécurité est telle que le personnel des Nations Unies ne peut pas s'y rendre, le PAM a eu plus largement recours à des

contrôleurs externalisés pour l'évaluation des besoins, le suivi et les rapports.

Selon cet arrangement, des employés recrutés localement auxquels ne s'appliquent pas les règles de sécurité des Nations Unies évaluent les projets et suivent de très près la réalisation de programmes appuyés par le PAM. Les contrôleurs utilisent les mêmes méthodes d'évaluation, de suivi et de rapports que celles qu'appliquent les contrôleurs du PAM. Et, comme les fonctionnaires du PAM, les contrôleurs de l'extérieur travaillent en étroite association avec les communautés locales.

SOMALIE

Depuis le début de guerre civile en Somalie, en 1991, l'insécurité n'a cessé de s'aggraver. Année après année, la situation a continué de se dégrader, aussi bien pour la population déjà très éprouvée du pays que pour les organismes humanitaires qui essaient de lui apporter une assistance. L'année 2009 n'a pas fait exception.

La nouvelle année a été marquée par l'assassinat de deux agents du PAM en trois jours, en janvier, à l'occasion des distributions de vivres dans le sud de la Somalie et, le 31 décembre, tout le personnel du PAM a dû quitter les régions méridionales contrôlées par le mouvement Al-Shabab. Entre-temps, il a été enregistré certains progrès très réels dans ce qui est probablement l'environnement le plus dangereux et le plus fluide qui soit au monde pour les organismes humanitaires.

À la suite des assassinats, le PAM a mobilisé le soutien des communautés, des groupes armés et des administrations presque partout dans le sud et a pu recommencer à nourrir les populations. Grâce au soutien des donateurs et au dévouement de son courageux personnel, le PAM – le plus vaste des organismes humanitaires qui opèrent en Somalie – a montré qu'il était possible de fournir une assistance, même si cela était souvent difficile. En tout, le PAM a nourri en Somalie 3,3 millions de personnes en 2009, auxquelles il a distribué 440 000 tonnes de vivres.

Dans les domaines de la santé et de la nutrition, le PAM a doublé sa capacité de secourir les personnes souffrant de malnutrition modérée et près de



Dans la province de Bakool, en Somalie, les femmes attendent la distribution de vivres du PAM sous l'œil vigilant du personnel de sécurité.

150 000 femmes et enfants ont bénéficié de ses programmes de supplémentation alimentaire. Le PAM a également utilisé à titre expérimental des suppléments alimentaires prêts à l'usage pour traiter la malnutrition modérée. En décembre, de tels suppléments alimentaires étaient distribués à quelque 18 000 enfants de Mogadiscio et des régions du Puntland et de la Somalie.

Dans la capitale, le PAM a livré les aliments nécessaires à la préparation de repas chauds dont ont bénéficié chaque jour 80 000 personnes dans 16 centres administrés par l'organisation non gouvernementale SAACID, avec le concours de partenaires et de donateurs comme le Conseil danois pour les réfugiés, le Département de l'aide humanitaire de la Commission européenne, l'Agency for International Development des États-Unis et les Gouvernements du Danemark, de la France, de la Norvège et de la Suède. Cela a porté à plus de 40 millions le nombre de repas distribués depuis novembre 2007.

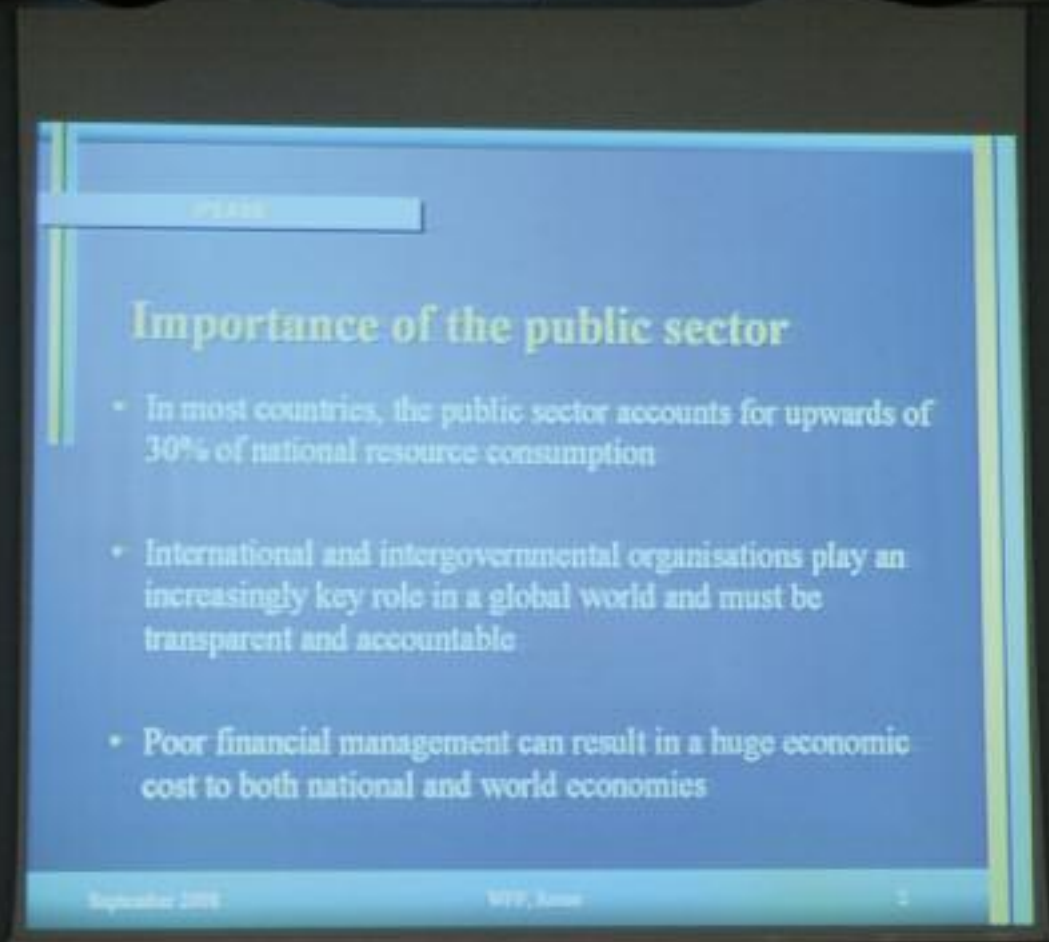
Le PAM a poursuivi, en dépit du conflit, ses efforts d'aménagement du port de Mogadiscio. Les épaves, comme les remorqueurs coulés, ont été retirés et les chenaux existants, d'une profondeur de 2 mètres, ont été dragués jusqu'à 10 mètres de profondeur pour que des navires de plus gros tonnage puissent accoster. Il a été installé un groupe électrogène de secours et 14 défenses d'accostage et construit un château d'eau de 64 000 litres de contenance. Les services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies gérés par le PAM ont transporté 15 000

passagers et 176 tonnes de fret entre le Kenya et la Somalie ainsi qu'en Somalie même en 2009.

L'Union européenne et l'OTAN ont fourni des escortes navales pour protéger contre les pirates les navires chargés de 263 000 tonnes d'aliments du PAM, soit une quantité suffisante pour nourrir 1,3 million de personnes pendant toute une année. Depuis que le dispositif d'escortes navales a été mis en place en 2007, plus de 500 000 tonnes de produits alimentaires du PAM sont arrivées sans encombre dans les ports de la Somalie.

À la suite des allégations faisant état de détournement de produits alimentaires en Somalie, le PAM a mené une enquête interne, et il n'a été trouvé aucune preuve que les agents du PAM vendaient des produits ni que les transporteurs vendaient les aliments du PAM à des négociants. Le PAM a néanmoins resserré ses systèmes de vérification et de contrôle et collaborera avec toute enquête indépendante qui pourrait être ouverte.

Malgré les assurances de coopération reçues par le PAM au début de 2009, les groupes armés opérant dans le sud du pays ont durci leur position vers la fin de l'année et sont même allés jusqu'à exiger d'être payés pour assurer la sécurité et à poser d'autres conditions inacceptables. Étant donné les menaces et les mesures d'intimidation dirigées contre son personnel, le PAM a évacué ses 45 derniers agents de la plupart des régions méridionales de la Somalie. Le PAM est résolu à faire en sorte qu'ils puissent reprendre leur travail dès que possible.



Améliorer la transparence: les normes IPSAS

En juin 2009, le PAM a achevé la mise en œuvre des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), confirmant ainsi le rôle de pionnier qu'il joue au sein du système des Nations Unies dans les domaines de la gestion financière, de l'obligation redditionnelle et de la transparence.

Les normes IPSAS sont une série de 26 normes d'information financière et normes comptables rigoureuses élaborées pour le secteur public par les experts de la Fédération internationale des experts comptables. Ces normes ont pour but de renforcer l'obligation redditionnelle, d'améliorer la transparence et de faciliter l'harmonisation de l'information financière afin d'améliorer ainsi la gouvernance et la gestion financière à terme.

Le Comité de haut niveau sur la gestion de l'Organisation des Nations Unies a approuvé en 2005 l'adoption des normes IPSAS par les institutions et organismes des Nations Unies, la date butoir étant fixée à janvier 2010. Le Conseil

d'administration du PAM ayant avancé cette date à janvier 2008, le PAM a dûment produit en janvier 2008 ses premiers états financiers établis conformément aux normes IPSAS, et est devenu le premier organisme du système des Nations Unies à adopter les nouvelles normes.

Les états financiers de 2008 ont depuis lors fait l'objet d'une opinion dépourvue de réserve à la suite de l'audit réalisé par le Commissaire aux comptes du PAM. Conformément aux normes IPSAS, le PAM établit chaque année cinq états financiers qui exposent la situation financière du Programme, ses résultats d'exploitation, les variations de l'actif net, les flux de trésorerie et une comparaison des montants prévus au budget et les dépenses effectives.

L'équipe du PAM chargée de la mise en œuvre des normes IPSAS a élaboré un manuel d'application et une brochure succincte qui expliquent les principaux concepts comptables, a créé un site web spécialisé et a formé plus de 3 200 fonctionnaires à l'utilisation des nouvelles normes.

International Public Sector Accounting Standards

Home • Resources and Tools • Training

Home | Resources and Tools | Training

Training

Objective: Provide all staff with an overview of IPSAS to have enhanced knowledge for IPSAS adoption and implementation at WFP

Workshop Agenda:

- I. Introduction- IPSAS overview
- II. Accounting & Finance Basics
- III. Main Areas Affected by IPSAS
- IV. Specific Examples and exercises
- V. Q&A session

If interested, kindly send an email to wfp.ipsas@wfp.org. We will be pleased to send a confirmation and reminder as the date draws near.

WFP Leads the Way

Global training and integration for the United Nations World Food Programme

A guide to WFP's financial systems with IPSAS

Informations et sensibilisation: wfp.org

En janvier 2009, le PAM a réaménagé son site web public pour faire de wfp.org le pilier central du réseau de communication du Programme, l'idée étant de faire de ce site la principale source d'information concernant la faim dans le monde et une tribune dynamique à laquelle puissent avoir accès le grand public, les journalistes, les enseignants, les étudiants et les professionnels de l'aide humanitaire.

Il fallait pour cela deux éléments: une plate-forme technologique solide et adaptable et une information qui soit à la fois abondante et instructive. Le nouveau site wfp.org réunit ces deux éléments. Il a été publié en 2009 plus de trois fois plus d'articles que l'année précédente grâce à la contribution de 58 auteurs des différentes régions du monde.

Grâce à ces présentations multimédias et aux dernières nouvelles publiées chaque jour à propos du problème de la faim, le nouveau site web tient

maintenant des lecteurs de plus en plus nombreux informés et éduqués concernant la faim et ce que fait le PAM pour la combattre. Le réaménagement du site web et de son contenu a accru de 60 pour cent le nombre de consultations du site et de 75 pour cent le montant des fonds mobilisés en ligne par rapport à l'année précédente.

La campagne de mobilisation en ligne menée par le PAM en 2009, "Un milliard pour un milliard", a suscité un vif intérêt sur la toile. La vidéo concernant la campagne, qui a reçu plus de 600 000 visites sur YouTube, a démontré qu'une campagne menée essentiellement en ligne peut réussir à mobiliser le public au service de la lutte contre la faim.

Le montant total des fonds mobilisés en ligne en 2009 a légèrement dépassé la barre des 2 millions de dollars. Le nombre de personnes ayant versé des contributions en ligne est passé de 72 000 à plus de 90 000.



Le PAM fournit des repas scolaires à 22 millions d'enfants dans 60 pays et encourage ainsi les ménages pauvres à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école. Ce jeune garçon est l'un des 500 élèves qui, trois mois après le tremblement de terre en Haïti, était nourri par le PAM à l'école de la Communauté Sainte Marie.



Annexes



Des militaires américains déchargent
des rations de l'armée qui seront
ensuite distribuées par le personnel du
PAM en Haïti.



Annexe 1

Dépenses directes¹ par pays, par région et par catégorie d'activités,

	2006				2007				2008 ⁴				2009 ⁴							
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total					
TOTAL GENERAL	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308	292 112	2 733 744	200 252	309 639	3 535 746	275 906	3 239 887	176 364	293 457	3 985 613
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	21 210	6 844	-	28 054	-	3 457	839	-	4 296	-	-	3 503	-	-	1 015	-	-	-	1 015
Bénin	2 266	875	-	-	3 141	2 336	528	-	-	2 864	4 333	294	-	-	4 627	2 959	2 283	-	38	5 280
Burkina Faso	5 199	605	-	394	6 199	4 027	6 864	-	855	11 747	4 668	8 531	-	982	14 182	8 689	18 351	-	884	27 924
Burundi	-	46 029	876	65	46 970	-	38 257	0	456	38 713	-	31 738	-	108	31 845	-	44 512	-	462	44 973
Cameroun	1 625	1 115	-	0	2 740	1 953	1 402	-	1	3 356	2 057	5 997	698	-	8 752	3 447	7 735	-	44	11 226
Cap-Vert	932	-	-	-	932	789	-	-	-	789	673	-	-	-	673	385	-	-	-	385
République centrafricaine	2 675	4 345	209	-	7 228	2 147	19 768	3 104	-	25 019	2 641	28 948	4 570	-	36 160	4 270	28 860	3 281	-	36 411
Tchad	4 271	46 270	4 767	-	55 308	4 669	62 028	5 615	-	72 312	3 815	78 844	12 056	-	94 714	9 986	107 412	11 817	343	129 558
Congo	-	2 748	-	-	2 748	-	2 808	-	-	2 808	-	3 411	-	-	3 411	-	4 568	-	4	4 571
Congo, Rép. dém. du	-	43 464	4 409	-	47 874	-	71 776	4 459	-	76 234	-	93 902	7 422	-	101 323	-	165 448	11 932	38	177 418
Côte d'Ivoire	-	21 058	2 466	267	23 791	-	23 289	270	288	23 847	-	16 286	257	-	16 543	916	14 905	151	-	15 971
Djibouti	1 089	4 208	-	-	5 297	1 488	3 125	-	-	4 613	701	7 526	-	-	8 227	552	6 609	-	39	7 200
Erythrée	-	-9 904	-	-	-9 904	-	241	-	-	241	-	137	-	-	137	-	285	-	-	285
Ethiopie	19 037	174 461	882	-	194 380	17 836	148 862	164	2 040	168 902	19 658	261 831	2 578	3 337	287 404	26 414	354 215	4 041	15 178	399 847
Gambie	2 037	92	-	-	2 129	1 919	896	-	-	2 815	2 933	916	-	-	3 849	2 201	556	-	8	2 764
Ghana	1 892	1 369	-	-	3 261	2 275	1 838	316	-	4 430	2 779	6 218	284	-72	9 209	2 956	10 387	-	114	13 457
Guinée	3 004	7 493	165	-	10 662	4 149	6 848	929	14	11 940	5 895	13 209	621	8	19 733	6 312	8 949	332	61	15 653
Guinée-Bissau	-	3 844	-	-	3 844	-	5 078	-	-	5 078	-	3 316	-	-	3 316	-	4 096	-	249	4 344
Kenya	17 180	134 400	1 553	-	153 134	28 532	153 561	8 205	-	190 298	25 022	136 528	681	61	162 293	23 722	222 834	-	449	247 005
Lesotho	2 876	7 761	-	-	10 638	1 331	10 199	-	128	11 658	1 368	9 355	-	204	10 927	1 439	6 257	-	1 133	8 829
Liberia	-	33 832	450	-	34 282	-	31 477	3 166	206	34 850	969	27 277	3 727	7	31 980	1 985	12 990	2 451	188	17 614
Madagascar	3 425	525	-	64	4 014	3 966	9 327	598	0	13 891	4 554	7 891	675	-	13 120	8 706	7 068	24	138	15 936
Malawi	6 743	41 785	-	136	48 664	12 809	30 402	-	1	43 212	12 823	15 961	-	74	28 858	16 303	21 186	-	2 123	39 613
Mali	3 662	12 662	-	572	16 897	3 544	8 360	-	1 237	13 142	4 565	6 880	-	2 133	13 577	6 179	3 185	-	1 297	10 661
Mauritanie	3 753	9 768	-	-	13 521	4 519	14 693	-	-	19 212	6 993	20 666	-	-	27 659	3 454	9 317	-	-	12 771
Mozambique	7 504	29 365	-	2	36 871	12 832	22 206	2 509	95	37 643	9 231	29 813	2 909	102	42 055	5 298	22 508	169	638	28 612
Namibie	-	2 488	-	-	2 488	-	6 369	-	-	6 369	-	3 313	-	-	3 313	-	485	-	15	500
Niger	6 602	31 519	35	-	38 157	5 813	16 853	-	-	22 666	10 997	18 394	1 990	-	31 382	6 206	17 514	1 304	36	25 060
Rwanda	5 196	17 396	-	-	22 592	6 794	8 711	-	-	15 505	7 477	11 586	-	279	19 343	11 363	10 075	-0	504	21 943
Sao Tomé-et-Principe	816	-	-	-	816	956	-	-	-	956	635	-	-	-	635	1 030	-	-	82	1 112

2006 2009 (en milliers de dollars)

	2006					2007					2008*					2009*						
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total		
Sénégal	3 464	2 703	-	-	6 167	2 853	3 557	-	8	6 418	3 458	5 101	-	-	8 559	2 201	8 449	-	217	10 867		
Sierra Leone	4 275	5 753	90	-	10 118	4 885	7 335	123	7	12 350	3 392	11 169	242	-	14 803	2 657	9 462	171	467	12 756		
Somalie	-	53 465	-	-	53 465	-	64 508	3 169	-	67 678	-	168 086	10 696	-	178 781	-	247 236	20 057	596	267 889		
Afrique du Sud	893	-	-	-	893	894	-	-	-	894	-10	77	-	-	67	-	7	-	-	7		
Soudan	3 191	465 543	88 897	-	557 631	3 340	463 199	98 693	23 653	588 886	5 375	531 255	91 546	7 141	635 316	5 231	527 724	74 197	-225	606 927		
Swaziland	-	8 136	-	-	8 136	-	11 155	-	-	11 155	-	9 432	-	-	9 432	-	3 811	-	-	3 811		
Tanzanie, Rép.-Unie de	5 409	33 199	-	-	38 608	8 683	31 004	-	33	39 719	6 684	22 345	-	205	29 233	6 907	17 645	399	781	25 733		
Togo	-	465	-	-	465	-	1 836	59	-	1 896	-	3 817	217	-	4 034	-	1 766	-	1	1 767		
Ouganda	4 557	98 696	-	-	103 253	3 437	107 029	2 440	234	113 140	4 228	113 236	363	-	117 827	9 969	80 669	-9	205	90 834		
Zambie	6 501	53 634	-	-	60 135	5 205	13 654	-	-	18 859	7 438	19 090	0	0	26 529	6 217	9 425	-	375	16 018		
Zimbabwe	-	98 870	-	-	98 870	-	97 913	-	25	97 938	-	155 610	-	-	155 610	-	153 769	386	270	154 425		
Autres dépenses régionales	66	6 621	757	-	7 444	20	3 173	123	-14	3 302	0	958	0	349	1 307	-6	-1 742	-0	2 207	459		
TOTAL POUR LA RÉGION	1 301 39	1 517 868	112 399	1 501	1 761 907	154 001	1 513 588	134 782	29 269	1 831 640	165 351	1 892 447	141 532	14 916	2 214 246	187 950	2 171 822	130 703	28 958	2 519 433		
ASIE																						
Afghanistan	-	81 938	12 934	-	94 872	-	118 893	14 821	6	133 719	-	189 836	14 636	369	204 841	-	189 089	16 457	1 075	206 621		
Bangladesh	42 113	4 125	-	3 283	49 521	65 185	12 387	-	1 858	79 430	33 119	62 476	-	-658	94 938	39 299	27 778	-	164	67 241		
Bhoutan	1 694	-	-	-	1 694	3 711	-	-	-	3 711	2 210	-	-	-	2 210	1 831	-	-	5	1 836		
Cambodge	1 943	11 238	-	759	13 940	2 028	13 459	-	2 883	18 371	1 777	18 059	-	351	20 187	2 254	11 861	-	59	14 175		
Chine	181	-	-	-	181	-	-	-	-	-	-	402	-	-	402	-	-	-	-	-		
Inde	14 990	-	-	-	14 990	14 879	-	-	6 403	21 282	8 855	577	-	9 696	19 128	5 773	6	-	3 941	9 720		
Indonésie	-	63 145	27 047	1 835	92 026	-	36 876	5 171	2 989	45 036	-	24 290	1 007	728	26 025	-	15 495	2 300	539	18 334		
Pôle d'islamabad	-	-	-	-	-	-	49	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Corée, RPD	-	9 964	-	-	9 964	-	33 699	-	-	33 699	-	73 026	-	-	73 026	-	37 225	-	785	38 010		
Rép. dém. pop. lao	3 092	1 305	-	-	4 397	4 356	2 965	-	-	7 321	5 788	3 648	-	-	9 436	7 815	7 496	-	101	15 411		
Maldives	-	366	2 943	-	3 309	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Myanmar	-	9 527	-	-	9 527	-	11 307	-	-	11 307	-	54 559	26 606	-	81 165	-	35 086	3 139	54	38 279		
Népal	15 215	9 599	531	-	25 345	15 703	21 463	152	-	37 318	6 238	38 150	-	-	44 388	1 296	51 825	-	154	53 274		
Pakistan	14 497	45 346	53 438	-	113 281	14 368	11 187	4 171	85	29 812	24 623	21 829	260	79	46 792	18 890	201 826	763	195	221 674		
Philippines	-	4 551	-	-	4 551	-	11 588	-	-	11 588	-	8 327	-	-	8 327	-	24 105	2 656	75	26 836		
Sri Lanka	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988	1 021	48 528	1 958	195	51 702	97	38 615	1 501	188	40 401		
Timor-Leste	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576	-	7 838	-	285	8 123	-	10 388	221	220	10 829		
Autres dépenses régionales	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	-	-	451	-	-	55	-	55	-	-	-	-	793		
TOTAL POUR LA RÉGION	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	83 631	551 548	44 522	11 046	690 747	77 256	650 793	27 036	8 349	763 435		

Annexe 1 (suite)

Dépenses directes¹ par pays, par région et par catégorie d'activités,

	2006				2007				2008 ⁴				2009 ⁴			
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																
Albanie	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	3 824	-	449	-	-	30	479
Azerbaïdjan	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	1 473	-	213	-	-	-	213
Géorgie	-	4 589	-	6	4 595	-	4 381	555	-	8 956	69	15 226	413	-	-4	15 635
Kirghizstan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69	-	8 663	-	-	-	8 663
Fédération de Russie	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	6 185	-	371	-	-	-	371
Serbie/Monténégro	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	16 685	-	25 070	-	-	-	25 070
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	-	32 044	-	6	32 050	-	33 597	-	6	33 603	-	37 192	555	-	26	50 432
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																
Barbade	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64	-	84	2	-	-	86
Belize	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145	-	50	-	-	-	50
Bolivie (État plurinational de)	3 500	1 452	-	306	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599	3 434	6 773	-	1 184	11 391	
Colombie	0	12 544	-	3 858	12 544	15 480	19 338	-	3 858	19 658	2 587	17 071	-	2 587	19 658	
Cuba	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301	2 332	1 802	-	-	4 134	
République dominicaine	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569	-	3 057	-	-	3 057	
Équateur	-	1 146	-	63 433	64 579	-	890	144	63 433	64 467	-	2 186	9	77 090	79 284	
El Salvador	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734	2	300	51	3 483	3 837	
Guatemala	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	2 874	5 291	-	-	8 165	
Haiti	4 748	9 938	-	-	14 687	11 200	10 542	-	-	21 742	1 649	50 455	7 419	-	59 523	
Honduras	788	1 134	-	-	1 922	4 269	1 445	-	17 262	22 976	1 894	966	-	-3 844	-983	
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	32	-	-	32	-	1	-	-	1	
Mexique	-	-	-	-	-	-	112	-	-	112	-	314	-	-	314	
Nicaragua	7 659	2 777	-	-	10 436	2 371	5 226	-	-	7 597	8 658	7 236	-	-	15 893	
Panama	-	281	575	-	856	-	17	17	-	34	-	53	2	-	55	
Pérou	1 351	0	-	-	1 351	1 816	4 474	-	13 934	20 223	4 191	4 945	-	43 239	52 375	
Autres dépenses régionales	869	-	608	-	1 477	1 511	20	198	-	1 729	1 737	113	1	-	1 851	
TOTAL POUR LA RÉGION	24 442	46 339	1 202	98 793	178 219	30 177	48 776	473	98 793	178 219	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692	

Annexe 2

Total des contributions¹ confirmées en 2009 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOP- PEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CI I	I PSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	1			1			
ANDORRE	40						40
ARGENTINE	3						3
AUSTRALIE	81 395	392	16 956		28 976	2 223	32 848
AUTRICHE	1 722		1 130		592		
BANGLADESH	5 194	5 194					
BELGIQUE	39 111		6 115	1 361	27 203	3 072	1 361
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	211	211					
BRÉSIL	15 761	4 320	118		11 323		
BURKINA FASO	250	250					
BURUNDI	4 878				4 878		
CAMBODGE	4 371				4 371		
CANADA	225 343	47 995	60 255	8 678	100 265	4 835	3 316
CHILI	50						50
CHINE	3 059	2 500		0	467		91
COLOMBIE	20						20
CONGO, RÉPUBLIQUE DU	329				329		
CROATIE	64				50		14
CUBA	1 199		765		360		74
CHYPRE	814	200	200		414		
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	309			1	308		
DANEMARK	41 885	14 605	10 530	282	15 200	256	1 012
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	4 175	3 938	49				188
COMMISSION EUROPÉENNE	343 830	6 019	133 548		150 080	33 598	20 585
ÎLES FAEROE	132	132					
FINLANDE	28 524	8 368	7 922	1 062	8 858		2 313
FRANCE	19 804	697	5 926	83	11 513		1 585
ALLEMAGNE	132 069	28 811	38 281	5 723	52 769	3 593	2 892
GRÈCE	6 028	262	2 038	4	3 715	9	
GUATEMALA	172						172
GUINÉE	118	118					
HONGRIE	65						65
ISLANDE	150				150		
INDE	17 098	3 556			12 241		1 301
INDONÉSIE	1 000				1 000		
IRLANDE	22 549	740	8 859	1 883	6 606	3 673	790
ISRAËL	30						30
ITALIE	30 000	2 755	5 092	383	2 029	231	19 509
JAPON	202 684	28 194	54 180	400	106 547	11 500	1 862
JORDANIE	706		706				
KAZAKHSTAN	40		20		20		
KENYA	14 577				14 577		

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOP- PEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CI1	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	5 400	1 000	2 900		1 400		100
LIECHTENSTEIN	333			90	243		
LUXEMBOURG	13 625	1 526	2 141	659	4 134	132	5 033
MADAGASCAR	1 919	1 919					
MALAWI	1 957				1 957		
MEXIQUE	50		50				
PAYS-BAS	77 594	1 935	13 230	456	41 044	2 979	17 949
NOUVELLE-ZÉLANDE	3 735	3 297		1	437		
NICARAGUA	24						24
NORVÈGE	40 410	1 073	10 164	12 222	8 360	1 673	6 916
OMAN	100						100
PAKISTAN	28 994		25 542		3 436		16
PANAMA	68						68
PHILIPPINES	102		102				
POLOGNE	535		30	5	500		
PORTUGAL	112	11					101
DONATEURS PRIVÉS**	104 412	20 726	52 520		13 899	1 794	15 473
QATAR	10 217	217	10 000				
ROUMANIE	75				75		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	26 800	818	5 707		20 276		
ARABIE SAOUDITE	23 341	5 452	12 666	3	5 220		
SINGAPOUR	30		20				10
SLOVÉNIE	108				108		
AFRIQUE DU SUD	672		327		345		
ESPAGNE	213 852	1 132	18 566	4 159	27 866	2 166	159 964
SUÈDE	72 487	50	26 012	3 930	37 389	4 889	217
SUISSE	39 089	1 573	13 545	2 091	20 140	509	1 232
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	67	67					
THAÏLANDE	97						97
TURQUIE	2 432		1 200	7	1 225		
UKRAINE	580				580		
CERF, FONDS COMMUNS ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	217 449	2 210	90 983		69 626	39 630	15 001
ROYAUME-UNI	127 624	128	23 435	488	97 801	5 772	
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 757 330	35 859	822 623		856 413	29 316	13 119
BANQUE MONDIALE	653					332	321
TOTAL GÉNÉRAL	4 022 285	238 250	1 484 451	43 970	1 777 317	152 181	326 116

Contributions bilatérales

50 000

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

Conseil d'administration du PAM pour 2009-2010

États membres en 2009

Allemagne
Angola
Australie
Belgique
Brésil
Burundi
Canada
Cap-Vert
Chine
Colombie
Cuba
Danemark
Égypte
États-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
Guatemala
Guinée
Haïti
Inde
Iran, République islamique d'
Japon
Koweït
Norvège
Pakistan
Pays-Bas
Pérou
Philippines
République démocratique du Congo
République tchèque
Royaume-Uni
Slovénie
Soudan
Suède
Suisse
Thaïlande
Zambie

États membres en 2010

Allemagne
Angola
Australie
Brésil
Burkina Faso
Burundi
Canada
Chine
Colombie
Cuba
Danemark
Égypte
États-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
France
Guatemala
Guinée
Haïti
Inde
Iran, République islamique d'
Japon
Jordanie
Kenya
Koweït
Luxembourg
Mexique
Norvège
Pays-Bas
Philippines
République démocratique du Congo
République tchèque
Royaume-Uni
Slovénie
Soudan
Suisse
Thaïlande

Membres du Bureau du Conseil d'administration pour 2009

Vladimir V. Kuznetsov
Fédération de Russie (Président)

José Antônio Marcondes de Carvalho
Brésil (Vice Président)

Kiala Kia Mateva
Angola

Noel D. de Luna
Philippines

James Alexander Harvey
Royaume-Uni

Membres du Bureau du Conseil d'administration pour 2010

Sabas Pretelt de la Vega
Colombie (Président)

Agnes van Ardenne
Pays-Bas (Vice-Présidente)

Innocent Mokosa Mandende
République démocratique du Congo

Javad Shakhs Tavakolian
République islamique d'Iran

Jiří Muchka
République tchèque

Sigles utilisés dans le présent rapport

AAP	administration et appui aux programmes (budget)	IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
CCI	Compte d'intervention immédiate	ITHACA	Informatique au service de l'assistance, de la coopération et de l'assistance humanitaires
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	NGO	organisation non gouvernementale
GESMAAP	Établissement général pour le stockage et la commercialisation des produits animaux et agricoles	OMS	Organisation mondiale de la santé
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PLB	Projet Laser Beam
		UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Notes générales

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis et toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les dépenses directes comprennent les dépenses afférentes aux produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (autres COD), mais pas les coûts d'appui indirects (CAI) ni les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).

Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de produits alimentaires) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); les pays des catégories I et II de la Banque mondiale appartiennent à la catégorie des PFRDV. Le seuil de revenu national brut (RNB) par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars. En 2009, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par la FAO.

Ces critères, revus tous les trois ans, sont utilisés par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pour identifier des pays les moins avancés (PMA): i) faible revenu fondé sur une estimation sur trois ans du revenu national brut par habitant (moins de 745 dollars pour entrer dans la catégorie, plus de 900 dollars pour sortir de la catégorie); ii) faiblesse des ressources humaines, telle que mesurée par l'indice composite des actifs humains (nutrition, santé, éducation, alphabétisation des adultes); iii) diversification économique réduite, telle que mesurée par l'indice de diversification économique (part du secteur manufacturier dans le PIB, part de la population active occupée dans le secteur industriel, consommation annuelle d'énergie commerciale par habitant et indice de concentration des exportations de marchandises calculé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En 2009, 49 pays ont été rangés dans la catégorie des PMA.

Depuis 2007, le PAM doit, comme décidé par le Conseil d'administration, allouer au moins 90 pour cent des contributions multilatérales aux activités de développement i) aux pays les moins avancés ou aux pays ayant un revenu semblable¹, et ii) aux pays confrontés à un problème de malnutrition chronique, telle que mesurée par un indice de troubles de croissance supérieur à 25 pour cent parmi les enfants de moins de 5 ans².

¹ RNB par habitant inférieur à 975 dollars.

² Les statistiques concernant la nutrition sont tirées de: UNICEF, 2009. La situation des enfants dans le monde 2009. New York

Photographies

Page de couverture: Haïti, PAM/Jim Farrell; Table des matières: Haïti, PAM/Jim Farrell; Page 2, Philippines, PAM/Veejay Villafranca; Page 5, Philippines, PAM/Veejay Villafranca; Page 6, Haïti, PAM/ Alejandro Chicheri; Page 7, Ouganda, PAM/Griet Hendrickx; Page 8-9, Philippines, PAM/Veejay Villafranca; Page 12, Bangladesh, PAM/Shehzad Noorani; Page 13, Haïti, Bruno Stevens/Cosmos pour le PAM; Page 14, Népal, PAM/Laura Melo; Page 15, Guatemala, PAM/ Maxime Bessieres; Page 16, Haïti, Bruno Stevens/Cosmos for PAM; Page 17, Haïti, PAM/Marco Frattini; Page 18, Haïti, Bruno Stevens/Cosmos pour le PAM; Page 19, Haïti, Bruno Stevens/Cosmos pour le PAM; Page 21, Philippines, PAM/Barry Came; Page 22, RD du Congo, PAM/Stephanie Savariaud; Page 24, Éthiopie, PAM/Amir Ismail; Page 27, Burkina Faso, PAM/Vincent Quattara; Page 28, Italie, PAM/Rein Skullerud; Page 29, Syrie, PAM/John Wreford; Page 30, Ouganda, PAM/Vanessa Vick; Page 31, Ouganda, PAM/Vanessa Vick; Page 32, Afghanistan, PAM/Susannah Nicol; Page 35, Somalie, PAM/Guled Mohamed; Page 36, Italie, PAM/Rein Skullerud; Page 39, Haïti, Bruno Stevens/Cosmos pour le PAM; Page 40-41, Haïti, PAM/ Alejandro Chicheri.

**Division de la communication, des politiques publiques
et des partenariats privés**

**Via Cesare Giulio Viola, 68/70 – 00148 Rome, Italie
Téléphone: +39-066513-2628 • Télécopie: +39-066513-2840**



Programme Alimentaire Mondial